BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2010

SOMMAIRE Pages

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....3

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....4

RESUME.....5

INTRODUCTION.....7

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INT_ERNATIONALE.....7

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI.....10

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....12

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....16

1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....17

1.1 Evolution des exportations.....17
1.2 Evolution des importations.....19
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur.....22

2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....25

2.1 Transports.....25
2.2 Voyages.....26
2.3 Services fournis ou reçus par les Administrations publiques.....27
2.4 Autres services.....27

3. EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....28

3.1 Rémunération des salariés.....28
3.2 Revenu des investissements.....28

4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....29

4.1 Transferts courants des administrations publiques.....29
4.2 Transferts courants des autre secteurs.....30

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....31

1. COMPTE DE CAPITAL.....31
2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES.....32
2.1 Investissements directs.....32
2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers.....32
2.3 Autres investissements.....33
2.4 Avoirs de réserve.....33

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE DU MALI.....34

I. BANQUES DE DEPOTS.....35
II. BANQUE CENTRALE.....36
III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....37

ANNEXES.....39

ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....40
ANNEXE 2: AJUSTEMENTS DES DONNEES MONETAIRES.....45
ANNEXE 3: TABLEAUX COMPLEMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DES COMPTES.....46

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP : Administrations publiques

ASECNA : Agence pour la Sécurité Aérienne en Afrique et au Madagascar

BAD : Banque Africaine de Développement

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CAF : Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DGD : Direction Générale des Douanes

DGDP : Direction Générale de la Dette Publique

DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence

DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines

DNTTFM : Direction Nationale des Transports Terrestres et Fluviaux

INSTAT: Institut National de la Statistique (ex DNSI)

DNTCP: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FAB ou FOB : Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)

FED : Fonds Européen de Développement

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale

ONAP : Office National des Produits Pétroliers

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)

RCI : République de Côte d'Ivoire

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

URTNA : Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	16
Graphique 2 :	Structure du compte courant	16
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	18
Graphique 4 :	Structure des exportations	18
Graphique 5 :	Evolution des importations de marchandises CAF	20
Graphique 6 :	Structure par produit des importations de marchandises	21
Graphique 7 :	Destination géographique des exportations	22
Graphique 8 :	Origine géographique des importations	23
Graphique 9 :	Commerce intra-UEMOA en 2008	24
Graphiques 10 :	Structure des exportations avec l'UEMOA	24
Graphique 11 :	Structure des importations avec l'UEMOA	25
Graphique 12 :	Evolution de la balance des services	25

TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	8
Tableau 2 :	Evolution des taux de change annuels moyens des monnaies de la CEDEAO	8
Tableau 3 :	Evolution de la balance des paiements	14
Tableau 4 :	Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)	15
Tableau 5 :	Evolution des exportations de biens	17
Tableau 6 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	19
Tableau 7 :	Evolution des importations CAF	19
Tableau 8 :	Evolution des transports	26
Tableau 9 :	Evolution du fret	26
Tableau 10 :	Evolution des voyages	27
Tableau 11 :	Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques	27
Tableau 12 :	Evolution des autres services	28
Tableau 13 :	Evolution des revenus	29
Tableau 14 :	Evolution des transferts courants	29
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	31
Tableau 16 :	Evolution du compte d'opérations financières	32
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements des banques primaires	35
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	36
Tableau 19:	Evolution des avoirs extérieurs nets	37
Tableau 20 :	Evolution de la position extérieure globale	38

TABLEAUX EN ANNEXE		Pages
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	45
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires	45
Tableau A3 :	Evolution de la balance des paiements courants	46
Tableau A4 :	Evolution des exportations FOB par produit	47
Tableau A5 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	47
Tableau A6 :	Evolution des importations CAF par produits regroupés	48
Tableau A7 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)	48
Tableau A8 :	Exportations FOB du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA	49
Tableau A9 :	Importations CAF du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA	49
Tableau A10 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010	50
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010	50
Tableau A12 :	Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010	50
Tableau A13	Orientation géographique des exportations du Mali de 2006 à 2010	51
Tableau A14	Orientation géographique des importations du Mali de 2006 à 2010	52
Tableau A15	Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2010	53
Tableau A16 :	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2010	54
Tableau A17 :	Position extérieure globale du Mali de 2005 à 2010	62
Tableau A18 :	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2010 – Présentation « Optique BCEAO »	64

RESUME

L'année 2010 a été caractérisée par la reprise économique mondiale, avec un taux de croissance réel de 5,0% contre -0,6% en 2009, en rapport avec la dissipation progressive des effets négatifs de la crise financière internationale sur le secteur réel. Cette relance de l'activité économique a été accompagnée par une pression sur la demande, en particulier des matières premières, entrainant ainsi un relèvement modéré de l'inflation mondiale.

Sur les marchés internationaux, le prix de l'or a poursuivi sa progression en s'établissant en moyenne à 1.224,7 dollars l'once sur l'année 2010, en hausse de 25,9% par rapport au prix moyen de l'année 2009. Le prix du baril de pétrole s'est également apprécié de 26,8%, passant ainsi de 63,4 dollars en 2009 à 80,4 dollars en 2010. Quant au coton-fibre, son cours a culminé à 91,32 cents la livre en 2010, enregistrant ainsi un accroissement de 55,7% par rapport à l'année 2009. Sur le marché des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée de 5,0% par rapport au dollar américain et 3,7% par rapport au yen japonais.

Au sein des pays de l'UEMOA, une accélération de la croissance économique a été observée, imputable à une bonne tenue de la conjoncture internationale et au renforcement de l'appui des partenaires au développement. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 4,0%, après 3,0% en 2009. Quant à l'évolution des prix, elle s'est soldée par une légère remontée du taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) qui est ressorti en moyenne à 1,4% en 2010 contre 0,4 % en 2009. Cette évolution est liée notamment à la relative poussée des prix sur les marchés internationaux, atténuée toutefois par l'accroissement de l'offre de produits alimentaires sur les marchés locaux.

Au Mali, la croissance de l'activité économique a été tirée en 2010 par les secteurs primaire et tertiaire, avec une croissance du PIB, en termes réels, de 5,8%, après 4,5% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 4.655.691 millions[1], en hausse de 10,0% par rapport à 2009. Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2010, une augmentation de 1,4% a été enregistrée en moyenne annuelle contre 2,2% en 2009. Ainsi, l'objectif d'inflation de 3,0% au maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA a été respecté. Par ailleurs, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, sous l'emprise des dépenses totales et prêts nets en constante progression, s'est accentué, atteignant ainsi un montant de 382.800 millions, soit 7,5% du PIB contre 5,5% en 2009.

Sur le plan des échanges extérieurs, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2010 se sont soldées par un déficit global de la balance des paiements de 20.475 millions et une position extérieure globale en fin de période de -1.265.527 millions, après un excédent de 252.025 millions et une PEG de -819.930 millions en 2009.

Les transactions commerciales et financières se sont traduites par l'augmentation du déficit du compte de transactions courantes ainsi qu'une diminution de l'excédent du compte de capital et d'opérations

1 Sauf indication contraire, la monnaie de référence dans le rapport est le franc CFA.

financières. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 589.353 millions, contre un déficit de 309.219 millions en 2009. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -12,7% (-14,8% hors transferts officiels) en 2010, contre -7,3% (-9,3% hors transferts officiels) en 2009. Cette dégradation du compte courant s'explique essentiellement par les échanges de biens et de services qui se sont soldés par des déficits de 334.373 millions et 313.690 millions respectivement, en détérioration de 233.963 millions et 91.185 millions par rapport à 2009. Elle est atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants (+15,9%) et, dans une moindre mesure, par la diminution du déficit des revenus (-3,9%).

Quant au compte de capital et d'opérations financières, son solde excédentaire s'est porté à un montant de 549.861 millions en 2010 après 596.277 millions précédemment, du fait notamment de la détérioration du solde des transferts de capital et des investissements directs étrangers.

L'excédent du compte de capital s'est fixé à 124.729 millions, en diminution de 69.642 millions ou -35,8% par rapport à son niveau de 2009. La baisse de l'aide publique dont bénéficie le Mali explique cette tendance. S'agissant du compte d'opérations financières, il s'est soldé, au terme de l'année 2010, par un montant de 425.132 millions, en hausse de 23.226 millions par rapport à son niveau de 2009. Cette évolution est induite par l'amélioration de la balance des autres investissements, celles des investissements directs et de portefeuille s'étant dégradées.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets des banques se sont consolidés en se fixant à 51.509 millions après -10.208 millions une année plus tôt. En revanche, ceux de la Banque Centrale se sont affaissés de 11,8% en s'inscrivant à 620.166 millions à fin 2010.

Pour ce qui est de la position extérieure globale, son montant s'est chiffré à -1.265.527 millions, après -819.930 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation du stock d'engagements envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE[2]

L'activité économique mondiale s'est traduite en 2010 par la reprise économique, avec la dissipation progressive des effets de la crise financière internationale qui avait eu des impacts négatifs sur le secteur réel. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,0% en 2010, après un recul de 0,6% en 2009. Cette évolution a été induite par le dynamisme des pays émergents et en développement dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière et économique internationale et son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une hausse de 3,0% contre une baisse de 3,4% en 2009. Aussi, le PIB a-t-il enregistré une hausse de 1,8% dans la zone euro, 2,8% aux Etats-Unis et 4,3% au Japon, imputable à la progression de la consommation des ménages et à l'accroissement des exportations. Toutefois, les difficultés au niveau des marchés financiers ont induit une accentuation de la défiance des investisseurs et parfois, conduit à des faillites dans le système bancaire.

Au sein des pays émergents dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, l'activité économique a enregistré un taux de croissance du PIB de 7,1% en 2010, après 2,6% en 2009, suite au redémarrage des exportations qui avaient pâti de la faiblesse de la demande provenant des pays industrialisés courant l'année 2009. Le taux de croissance réel de l'économie des pays en développement d'Asie est ressorti en moyenne à 10,0% en 2010, après 6,6% en 2009, induit par la hausse des cours des matières premières exportées. Ce dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement de produits miniers, a favorisé la croissance du PIB en Afrique au Sud du Sahara, avec un taux de 5,0% en 2010, après 2,8% en 2009.

La défiance des investisseurs face aux marchés a pratiquement conduit au gel des investissements, entraînant des destructions nettes d'emploi au niveau du marché du travail. Ainsi, le taux de chômage a augmenté dans les pays développés, en ressortant à 9,6% aux Etats-Unis (+0,3 point), à 10,0% en Zone euro (+0,5 point) et 5,1% au Japon (stable). L'inflation mondiale s'est inscrite en hausse par rapport à l'année 2009, tout en demeurant modérée comparativement aux niveaux élevés des années 2007 et 2008. En effet, le taux d'inflation s'est inscrit à 1,5% dans les économies avancées (0,1% en 2009) et 6,3% dans les pays émergents et en développement (5,2% en 2009). Dans ce contexte, les principales banques centrales ont continué à mener une politique monétaire favorable à la croissance, en maintenant leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro.

Au niveau des marchés financiers, les opérateurs ont renoué avec les marchés, contribuant à une hausse sensible des transactions et un redressement des marchés. Ainsi, les indices du Dow Jones et du Nasdaq (Etats-Unis) ont progressé respectivement de 11,0% et de 16,9%, le Footsie à Londres de 9,0% tandis que le CAC 40 (France) et le Nikkeï du Japon ont reculé de 3,3% et de 3,0%. Sur le

2 Sources des données : Rapport annuel 2010 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

marché des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée de 5,2% par rapport au dollar et 12,1% par rapport au yen. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA est demeurée contrastée en 2010. En effet, le naira et le cedi ghanéen se sont raffermis, respectivement de 3,4% et 6,7% tandis que le dalasi gambien et le franc guinéen se sont inscrits en baisse de 0,4% et 10,0% respectivement .

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	FCFA par Unité monétaire		Variation
	2009	2010	
Dollar des Etats-Unis	470,29	494,8	5,21%
Franc Suisse	434,41	475,23	9,40%
Livre Sterling	736,25	764,66	3,86%
Yen Japonais	5,03	5,64	12,13%

Source : BCEAO

Tableau 2 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises de la sous-région

Devises	Moyennes de FCFA par Unité Monétaire		Variation
	2009	2010	
Dalasi	17,79	17,72	-0,39%
Cedi	325,18	347,01	6,71%
Franc guinéen	0,10	0,09	-10,00%
Naïra	3,23	3,34	3,41%
Leone	0,14	0,12	-14,29%
Escudo	5,86	5,95	1,54%
$Liberia	6,53	6,95	6,43%

Source : BCEAO

La plupart des matières premières ont vu leurs cours moyens se consolider en 2010, à la faveur de l'accroissement de la demande des pays émergents, consécutif à la reprise de l'activité économique mondiale. L'or a renforcé son rôle de valeur refuge, sous l'effet de la vigueur de la demande des pays émergents avec une progression de 25,9% du prix de l'once qui s'est établi en moyenne à 1.224,7 dollars. Quant au coton-fibre, son cours a enregistré une hausse de 55,7% en 2010 en s'inscrivant en moyenne à 91,32 cents la livre durant l'année 2010. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est établi à 80,4 dollars au cours de l'année 2010, contre 63,4 dollars en 2009 (+26,8%), imputable à l'accroissement de la demande mondiale.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique a été globalement bien orientée en 2010, en raison de l'évolution favorable de la conjoncture internationale et du renforcement de l'appui des partenaires au développement. En effet, le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 4,0% en 2010 contre 3,0% en 2009. Cette évolution est imputable à l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, et à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures. Les pays de l'Union ont bénéficié également du regain d'activité au niveau des industries extractives ainsi que de la rénovation des installations de certaines sociétés du secteur. Pour ce qui est de l'évolution du niveau général des

prix, une légère remontée du taux d'inflation a été enregistrée en 2010 (après la décélération observée en 2009) avec, en moyenne, une progression de 1,4% en 2010 contre 0,4% en 2009 et 7,4 en 2008.

L'exécution des opérations financières des Etats de l'Union, en 2010, s'est traduite par une réduction du déficit budgétaire (base engagements, hors dons) par rapport à 2009. En effet, le déficit global (base engagements, hors dons) exprimé en pourcentage du PIB a représenté 6,0% en 2010 contre 6,5% en 2009. Cette situation est imputable, d'une part, à la consolidation des recettes fiscales, consécutive à l'amélioration du recouvrement au niveau des administrations fiscales et douanières. Elle découle, d'autre part, de la progression modérée des dépenses globales, dans un environnement caractérisé par la rareté des ressources extérieures du fait de la crise économique mondiale.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin décembre 2010 par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires et une hausse du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est également ressortie en hausse. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 5.614.900 millions à fin 2010, en hausse de 317.800 millions par rapport à fin 2009, imputable essentiellement à la consolidation de la position nette de l'Institut d'émission. Les réserves officielles de change se sont renforcées de 382.800 millions pour se situer à 5.554.600 millions à fin 2010. De même, le crédit intérieur et la masse monétaire ont augmenté respectivement de 20,4% et 15,5%.

Dans un contexte caractérisé par l'absence de pressions et d'anticipations inflationnistes, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux marginal sont demeurés respectivement à 3,25% et 4,25%, niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI[3]

Sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire, l'activité économique au Mali a été favorable en 2010 avec un taux de croissance du PIB, en termes réels, de 5,8% en 2010, après 4,5% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 4.655.700 millions, en hausse de 10,0% par rapport à l'année 2009 où elle s'est portée à 4.232.900 millions.

Courant l'année 2010, le secteur primaire a enregistré une hausse de 11,5% de sa valeur ajoutée en volume contre 5,6% en 2009, imputable en grande partie à la branche consolidée du riz qui a connu une croissance de 24,0% (6,0% en 2009) en volume, en liaison avec les effets de l'initiative riz mise en place.

Pour ce qui est du secteur secondaire, il a connu une récession en 2010, avec une production en baisse de 2,1%, après une croissance réelle de 3,5% en 2009. Ce retournement de tendance s'explique par la baisse de la production de la branche extractive associée à la contre performance de la branche manufacturière. En effet, les branches extractive et manufacturière ont affiché des croissances réelles respectives de -14,3% et -8,4% en 2010, après +1,5% et -9,2% en 2009.

Au niveau du secteur tertiaire, ce sont les branches «commerce » et « transport et télécommunications » qui ont tiré la croissance à la hausse avec des taux respectifs 5,5% et 5,0%, après 4,5% et 1,9% en 2009.

Concernant la progression des prix mesurée par l'IHPC, elle s'est établie à 1,4% en 2010, soit 0,8 point de pourcentage de moins qu'en 2009 où l'indice des prix s'était établi à 2,2%. Cette situation résulte essentiellement de la maîtrise des prix des produits alimentaires et énergétiques avec des niveaux restés quasiment stables sur la période.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2010 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, de 124.700 millions, avec un montant de 382.800 millions, soit 7,5**%** du PIB contre un ratio de 5,5% en 2009. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 1.235.300 millions en 2010, après 1.064.400 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 703.000 millions en 2010, dont 270.200 millions de dépenses de personnel, contre 601.200 millions dont 231.800 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 88,2% et 34,0% en 2009 à 96,6% et 37,1% en 2010. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 852.500 millions au titre de la période sous revue, dont 627.900 millions de recettes fiscales, après 806.300 millions en 2009 dont 681.800 millions de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 16,7% en 2010, contre 17,3% l'année précédente, alors que les recettes fiscales se sont chiffrées à 14,3% en 2010 après 14,6% en 2009. Les dons, pour leur part, ont atteint 166.900 millions (ou 3,3% du PIB et 14,5% des dépenses budgétaires) en 2010, après 133.700 millions (ou 2,9% du PIB et 13,8% des dépenses budgétaires) en 2009.

---

3 Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

La situation monétaire à fin 2010 a été caractérisée par le repli de la position extérieure nette des institutions monétaires et la hausse du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 726.016 millions, en baisse de 16.346 millions ou 2,2% par rapport à leur niveau de fin 2009, du fait de la diminution de 86.145 millions de la position extérieure de la Banque Centrale, atténuée par la hausse de 69.798 millions de celle des banques. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 129.374 millions (ou 29,0%) pour s'établir à 575.384 millions à fin 2010. Cette évolution est essentiellement imputable aux crédits à l'économie qui se sont raffermis de 100.264 millions et, dans une moindre mesure, à la position nette du Gouvernement qui s'est dégradée de 29.111 millions. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.294.463 millions à fin 2010, soit 105.568 millions d'accroissement (ou 9,0%) de plus que son montant de fin 2009, reflétant l'évolution du crédit intérieur.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit de 20.475 millions au terme de l'année 2010, après un excédent global de 252.025 millions à fin 2009, évolution imputable au compte courant. Quant à la position extérieure globale à fin 2010, elle s'est fixée à -1.265.527 millions, en détérioration de 445.597 millions, en liaison avec l'augmentation du stock d'engagements extérieurs.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en trois parties :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- l'évolution de la position extérieure globale ;
- les annexes.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La présentation de l'évolution des principales composantes de la balance des paiements du Mali sur la période allant de 2006 à 2010 est faite à travers les tableaux 3 et 4 ci-après. Le tableau 3 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 4 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés aux tableaux A1 et A2. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations Publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Banques primaires), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et banques primaires). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

L'évolution des échanges extérieurs s'est traduite par une forte détérioration du solde global de la balance des paiements, qui passe d'un excédent de 252.025 millions en 2009 à un déficit de 20.475 millions en 2010. Cette contre performance résulte d'une importante dégradation du compte courant, induite notamment par l'alourdissement de la facture des importations, couplée à un recul de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

TABLEAU 3 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219	-589 353
Biens	39 201	-138 860	-284 672	-100 409	-334 373
dont marchandises générales	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199	-1 084 669
PM Exportations FOB	810 671	745 860	939 129	837 500	1 018 070
Importations FOB	-771 470	-884 720	-1 223 801	-941 930	-1 352 443
Importations CAF	-952 159	-1 091 450	-1 489 974	-1 147 813	-1 646 065
Services nets	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505	-313 690
Transports	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931	-302 946
Voyages	28 689	40 151	57 178	42 511	46 450
Serv. fournis ou reçus par les AP	9 980	7 272	4 556	3 393	3 857
Autres services	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478	-61 051
Revenus nets	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955	-207 517
Rémunération des salariés	4 802	3 511	4 758	1 065	1 680
Revenus des investissements	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020	-209 197
Transferts courants nets	169 999	191 680	203 697	229 650	266 227
Transferts courants des AP	86 120	56 769	47 515	82 344	98 110
Transf. courants des autres secteurs	83 879	134 911	156 182	147 306	168 117
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	140 101	265 647	456 289	344 252	570 336
Compte de capital	1 180 961	155 331	158 173	194 371	124 729
Compte d'opérations financières	-1 040 860	110 316	298 116	149 881	445 607
Investissements directs	42 953	31 383	80 460	353 841	197 366
Investissements de portefeuille & dérivés financi	-5 800	-22 316	-41 095	-19 173	-227 338
Autres investissements	-1 074 256	101 907	285 360	36 122	407 934
dont capitaux publics	-914 616	87 638	103 334	157 273	120 230
Avoirs de réserve	-3 757	-658	-26 609	-220 909	67 645
Erreurs et omissions nettes	-25 795	12 866	19 899	-35 033	19 017

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

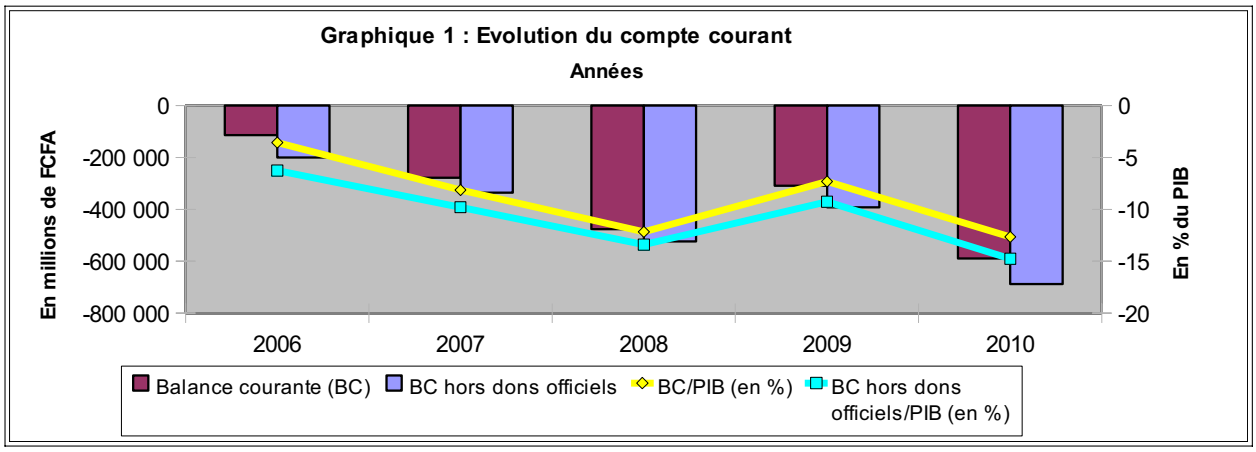
TABLEAU 4 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219	-589 353
Biens	39 201	-138 860	-284 672	-100 409	-334 373
dont marchandises générales	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199	-1 084 669
PM Exportations FOB	810 671	745 860	939 129	837 500	1 018 070
Importations FOB	-771 470	-884 720	-1 223 801	-941 930	-1 352 443
Importations CAF	-952 159	-1 091 450	-1 489 974	-1 147 813	-1 646 065
Services nets	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505	-313 690
Transports	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931	-302 946
Voyages	28 689	40 151	57 178	42 511	46 450
Serv. fournis ou reçus par les AP	9 980	7 272	4 556	3 393	3 857
Autres services	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478	-61 051
Revenus nets	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955	-207 517
Rémunération des salariés	4 802	3 511	4 758	1 065	1 680
Revenus des investissements	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020	-209 197
Transferts courants nets	169 999	191 680	203 697	229 650	266 227
Transferts courants des AP	86 120	56 769	47 515	82 344	98 110
Transf. courants des autres secteurs	83 879	134 911	156 182	147 306	168 117
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	225 083	254 940	423 011	596 277	549 861
Compte de capital	1 180 961	155 331	158 173	194 371	124 729
Compte d'opérations financières	-955 878	99 609	264 838	401 906	425 132
Investissements directs	42 953	31 383	80 460	353 841	197 366
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	-1 699	-3 749	-7 569	29 126	17 057
Autres investissements	-997 132	71 975	191 947	18 939	210 709
dont capitaux publics	-914 616	87 638	103 334	157 273	120 230
Erreurs et omissions nettes	-25 795	12 866	19 899	-35 033	19 017
Solde global	84 982	-10 707	-33 278	252 025	-20 475
Avoirs et engagements extérieurs	-84 982	10 707	33 278	-252 025	20 475
Autorités monétaires	-59 477	160	-6 905	-224 109	82 592
Avoirs	-3 757	-658	-26 609	-220 909	67 645
Engagements	-55 720	818	19 704	-3 200	14 947
Banques de dépôts	-25 505	10 547	40 183	-27 916	-62 117
Avoirs	-48 085	-43 792	44 573	-101 816	-134 736
Engagements	22 580	54 339	-4 390	73 900	72 619

Sources : BCEAO, INSTAT, DGD, DNTCP.

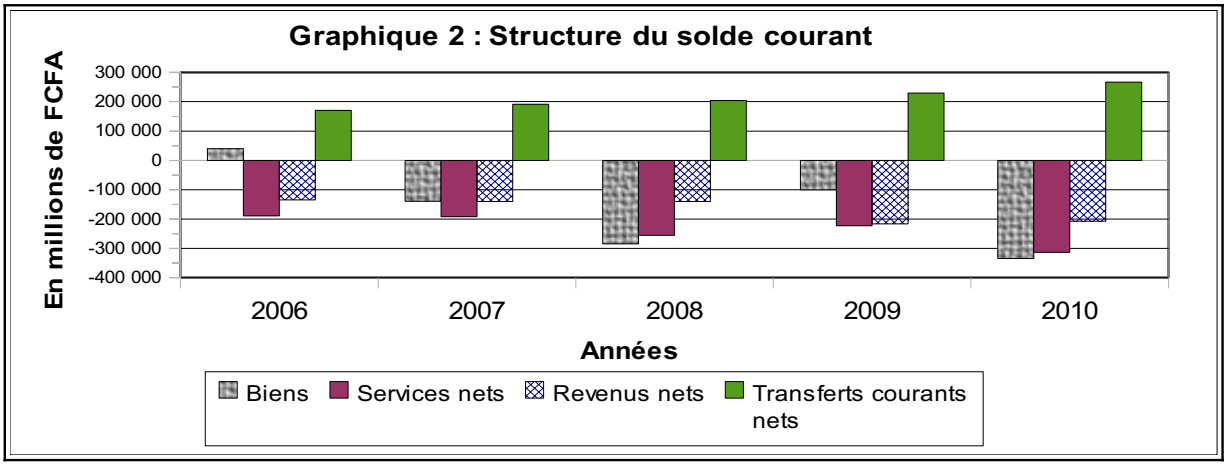
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes, échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2010, est ressorti déficitaire de 589.353 millions, en détérioration de 280.133 millions par rapport au montant de l'année 2009. Cette détérioration découle de l'augmentation du déficit de la balance commerciale et de celle des services. Elle est atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants et, dans une moindre mesure, par l'atténuation du déficit des revenus. Rapporté au PIB, le solde du compte courant est en net recul avec un déficit de 12,7% (14,8% hors transferts officiels) en 2010 contre 7,3% (9,3% hors transferts officiels) en 2009. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2006 et 2010.



Sources : BCEAO et INSTAT.

Le graphique 2 ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de biens, de services et de revenus, les flux de transferts courants nets étant positifs. Le déficit des échanges de biens et de services reflète la faible capacité productive du pays tandis que l'orientation positive des transferts courants traduit l'importance de l'assistance extérieure dont bénéficie le pays, aussi bien de la part des maliens résidant à l'extérieur que des partenaires publics au développement. Enfin, le déficit du compte de revenus s'explique par le rapatriement des dividendes des entreprises.



Sources : BCEAO et INSTAT.

1. Evolution de la balance commerciale

Les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées en 2010 par un déficit de 334.373 millions, en détérioration de 233.963 millions par rapport à 2009 où elles avaient affiché un déficit de 100.409 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 233,0%, en liaison essentiellement avec la progression plus marquée des importations que celle des exportations.

1.1 Evolution des exportations

Au titre de l'année 2010 et sur la base des données ajustées[4], les exportations totales ont atteint 1.018.070 millions, en augmentation de 180.570 millions (ou +21,6%) par rapport au montant réalisé en 2009. Cette hausse est liée à celle des produits exportés tels que le coton et l'or non monétaire.

TABLEAU 5 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	220 770	227 079	289 261	197 689	252 944
dont coton	141 027	110 889	91 921	66 841,5	84 370
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens		267	678	678	
Achats de biens dans les ports et aéroports	2 415	3 336	3 319	3 625	3 335
Or non monétaire	587 486	515 178	645 871	635 508	761 791
TOTAL EXPORT (FOB)	**810 671**	**745 860**	**939 129**	**837 500**	**1 018 070**

Source : BCEAO, INSTAT.

En effet, les exportations d'or non monétaire se sont appréciées de 126.283 millions (ou +19,9%) en 2010, en raison de l'orientation favorable des cours du métal jaune sur le marché mondial. Celle-ci a permis aux sociétés minières d'obtenir un prix moyen de vente 16.831,4 FCFA/g en 2010 contre 13.695,2 FCFA/g en 2009, soit une hausse de 22,9%. En revanche, les volumes d'or exportés ont fléchi de 14,3%, pour s'établir à 45.260,1 kilogrammes en 2010. Cette contraction des quantités exportées est induite essentiellement par le recul de la production de Morila et Sadiola, deux grandes mines du pays dont les réserves sont en cours d'épuisement. Par ailleurs, il faut souligner que le volume exporté inclut 4.000 kilogrammes d'or de production artisanale (orpaillage)[5], soit 8,8% du total des exportations d'or.

Les exportations de fibre de coton se sont pour leur part chiffrées à 84.370 millions en 2010, en hausse de 17.529 millions (ou +26,2%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. La faible baisse du volume exporté de la période (-1,3%) a été fortement compensée par la hausse marquée

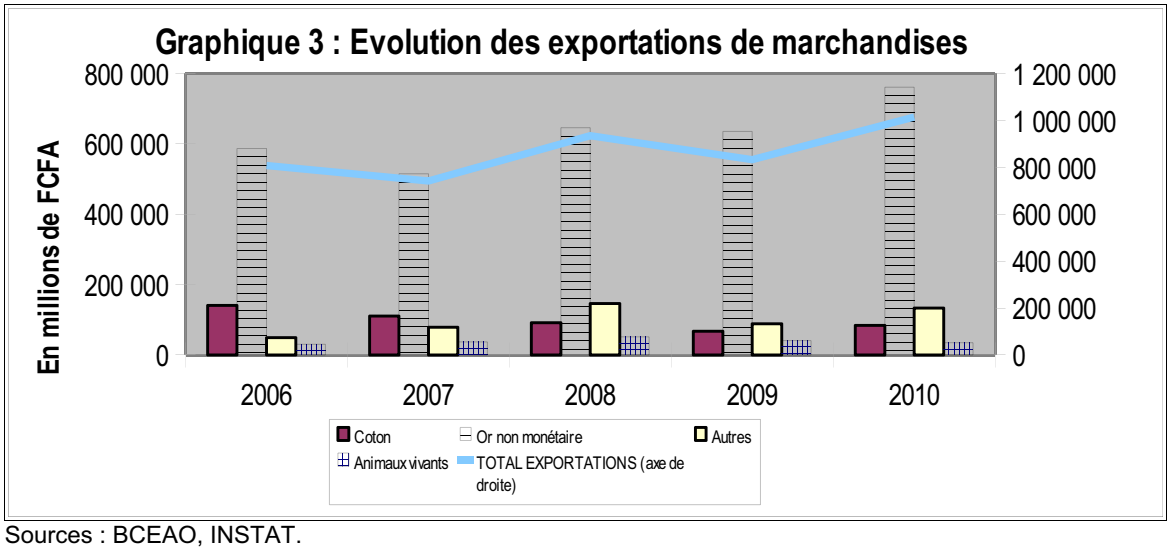
4 Le tableau A4 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

5 La production de l'orpaillage exportée est estimée à 4 tonnes par les services statistiques, la dernière enquête permettant d'estimer cette production remontant déjà à plusieurs années.

du prix moyen à l'exportation qui s'est porté à 991,5 FCFA/kg en 2010 contre 783,9 FCFA/kg en 2009 (+26,5%). Cette hausse des prix est inférieure à celle du marché international (environ 56,0%), la compagnie en charge de la commercialisation du coton ayant vendu à terme sa production à un prix inférieur à la moyenne annuelle du marché international qui a fortement augmenté en fin d'année.

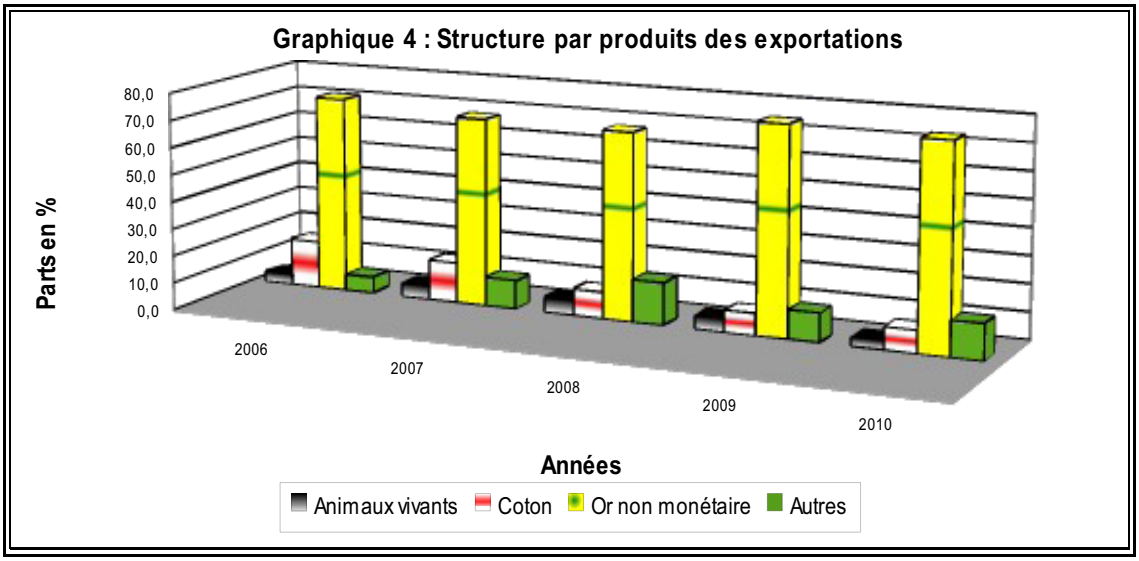
Quant aux exportations d'animaux vivants, elles se sont soldées par une baisse en 2010 en ressortant à 35.079,0 millions, soit 6.166,0 millions (ou -15,0%) de moins qu'auparavant. En revanche, la part des autres produits d'exportation a augmenté de 67,4 milliards, en l'occurrence, les produits alimentaires (fruits, produits vivriers et boissons) et les combustibles.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2006 et 2010.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 4 donne la structure des exportations entre 2006 et 2010.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est amélioré en 2010, pour se fixer à 4,5% contre 5,5% l'année précédente, soit 1,0 point de moins. Cette évolution résulte de la hausse des exportations d'une part, et la baisse du service de la dette extérieure par rapport à son niveau de 2009, d'autre part.

TABLEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	810 671	745 860	939 129	837 500	1 018 070
Service de la dette publique extérieure	30 761	42 500	41 600	45 900	45 391
Service de la dette/export en %	3,8	5,7	4,4	5,5	4,5

Sources : BCEAO, INSTAT, DGDP.

1.2 Evolution des importations[6]

En 2010, les importations sur la base de leur valeur CAF se sont chiffrées à 1.646.065 millions (cf. tableau 7), en hausse de 498.252 millions (ou +43,4%). Cette évolution est consécutive à l'appréciation des prix sur le marché international, après l'accalmie observée en 2009. Le tableau 7 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2006 et 2010.

Tableau 7 : Evolutions des importations totales (CAF)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	950 997	1 088 051	1 486 256	1 143 792	1 631 235
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1162	733	1052	1889	6675
Achats de biens dans les ports et aéroports	0	2666	2666	2132	8155
TOTAL	**952 159**	**1 091 450**	**1 489 974**	**1 147 813**	**1 646 065**

Sources : BCEAO, INSTAT.

La forte progression des importations est induite par l'ensemble des catégories de produits, à savoir les biens d'équipement, les produits pétroliers, les biens intermédiaires et les produits alimentaires.

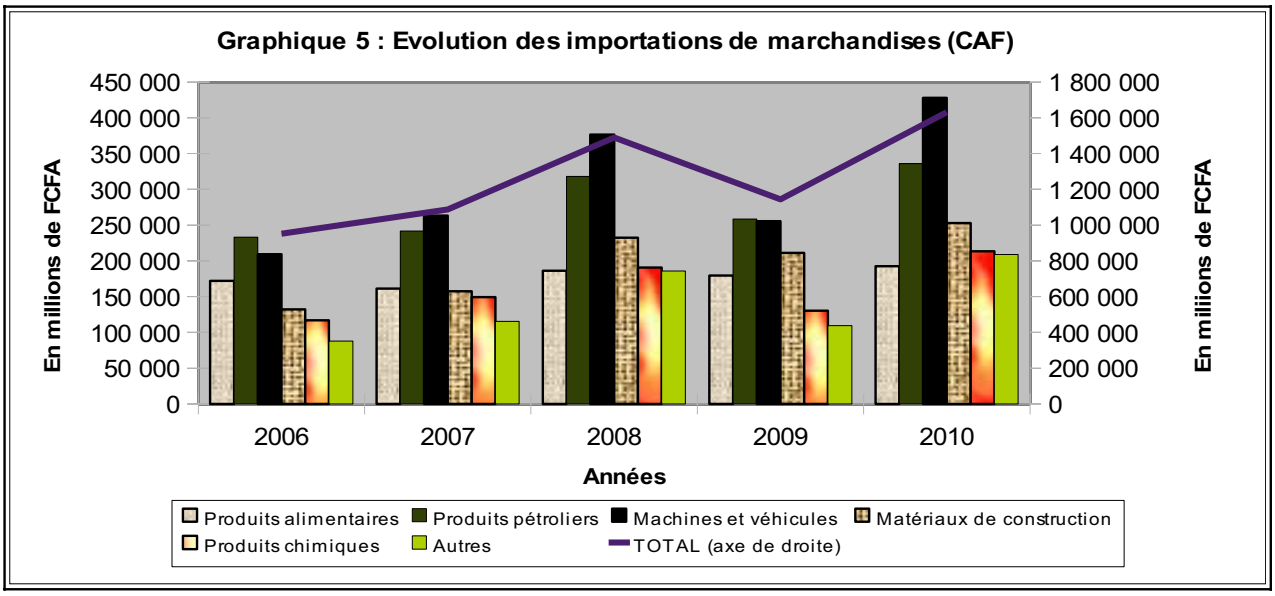
La valeur à l'importation des machines et véhicules, des produits chimiques et des produits pétroliers s'est appréciée respectivement de 67,6%, 63,5% et 30,0%, avec des montants respectifs de 427.922 millions, 213.171 millions et 335.836 millions. Cette évolution est en liaison avec les valeurs des

6 Le tableau A6 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2004 et 2008 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7.

produits machines et véhicules et des produits pétroliers qui se sont appréciées de 43,4% et 23,8% tandis que les volumes n'ont augmenté que de 16,9% et 9,3%. De même, les importations de produits alimentaires se sont soldées par une hausse de 7,5% en s'établissant à 192.644 millions, en liaison notamment avec l'accroissement des prix des denrées alimentaires sur les marchés. La facture des matériaux de construction affiche également une augmentation de 19,8%.

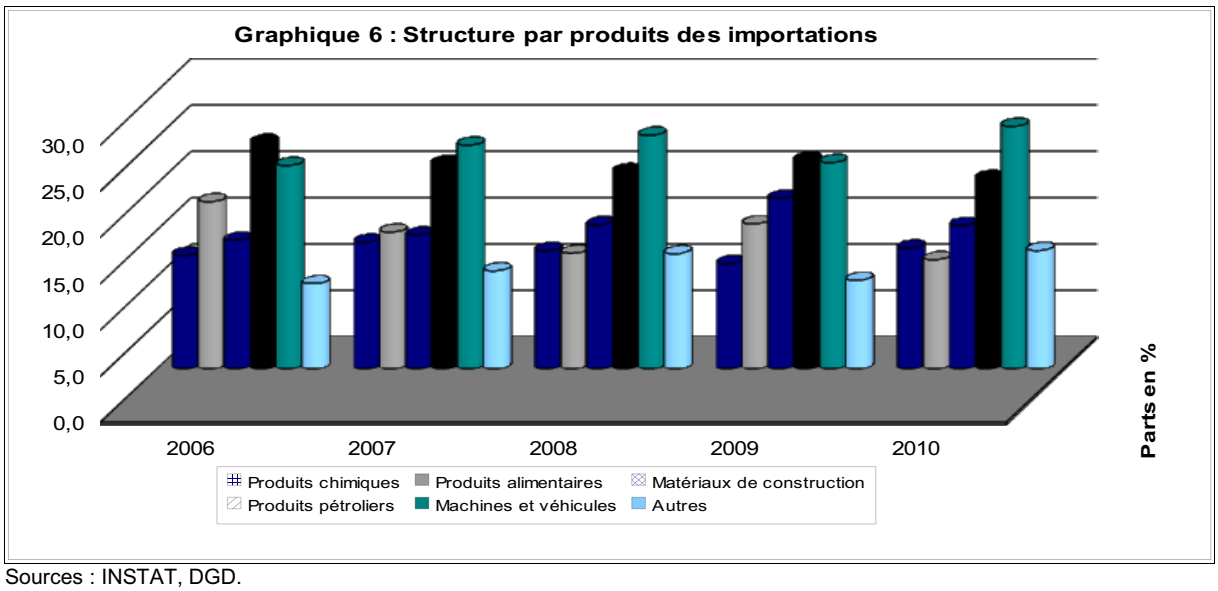
Enfin, il faut noter que les réparations de biens ainsi que les achats de biens dans les aéroports ont considérablement évolué avec l'intensification des activités des compagnies aériennes.

Le graphique 5 ci-après présente l'évolution des principales catégories de biens importés entre 2006 et 2010.



Sources : INSTAT, DGD.

La structure par produit des importations de marchandises (graphique 6) a subi des modifications, en liaison avec les évolutions décrites ci-dessus. En effet, les machines et véhicules renouent avec leur position prédominante (26,2% des importations) après la rupture intervenue une année plus tôt, quand ils ont occupé le second rang après les produits pétroliers. De même, ces derniers retrouvent leur seconde place, à l'instar des années 2007 et 2008 avec 20,6% des importations totales du pays. La structure des autres produits a également subi des changements, avec des parts respectives de 15,5% pour les matériaux de construction, 13,1% pour les produits chimiques et 12,8% pour les autres biens de consommation. Quant aux produits alimentaires, leur part dans les importations totales est ressortie à 11,8%.



Sources : INSTAT, DGD.

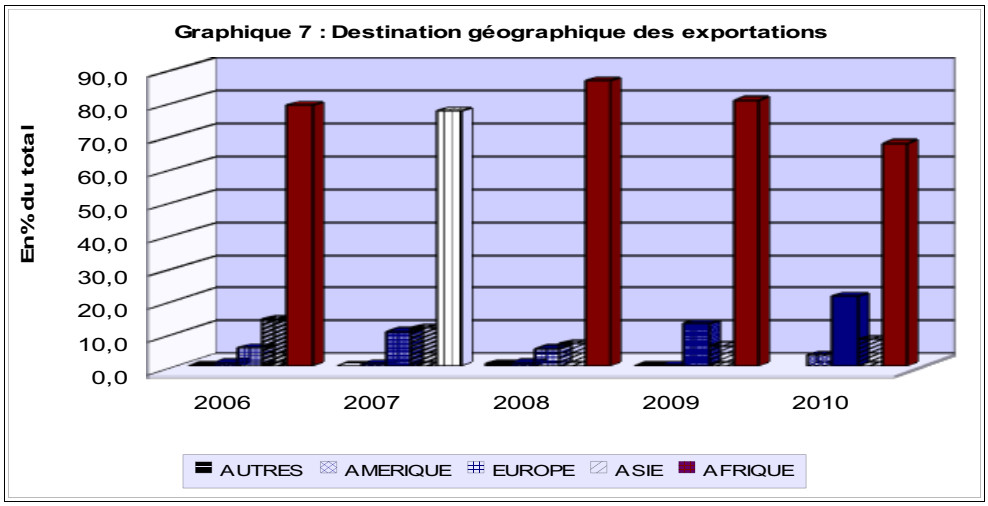
1.3 Répartition géographique du commerce extérieur

a) Evolution globale

La répartition globale du commerce extérieur du Mali en 2010, sur la base des données officielles, rompt partiellement avec les tendances observées l'année précédente. Cependant, les échanges avec les pays africains dominent toujours le commerce (notamment en raison des exportations d'or vers l'Afrique du Sud) avec une part représentant 67,6% des exportations et 40,7% des importations de biens.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2010, à l'instar des années précédentes, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Europe (cf. graphique 7). En effet, l'Afrique a absorbé un montant de 667.377 millions des exportations du Mali en 2010 (67,6% du total), moins que la valeur de l'année précédente qui se chiffrait à 704.800 millions (80,6%). Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 563.164 millions en 2010, constituent la principale explication de cette évolution. En effet, une bonne partie de l'or produit est exporté vers ce pays, soit 34.952 tonnes pour une valeur de 563.164 millions après 45.711 tonnes pour un montant de 605.382 millions en 2009. A l'instar de l'année précédente, la part des pays de l'UEMOA est en baisse, passant ainsi de 9,7% en 2009 à 9,1% en 2010. Toutefois, les exportations en valeur ont culminé à 90.064 millions en 2010 après un montant de 84.664 millions une année plus tôt. Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 79.934 millions en 2010, soit 8,1%, après 6,1% en 2009, 6,7% en 2008 et 11,6% en 2007. Cette inflexion de tendance est portée par la reprise du secteur coton. Quant au continent européen, à l'instar de l'année précédente, sa part a gagné du terrain en 2010, soit 21,2% contre 12,9 % du total des exportations en 2009.

Le graphique suivant présente la structure géographique des exportations.

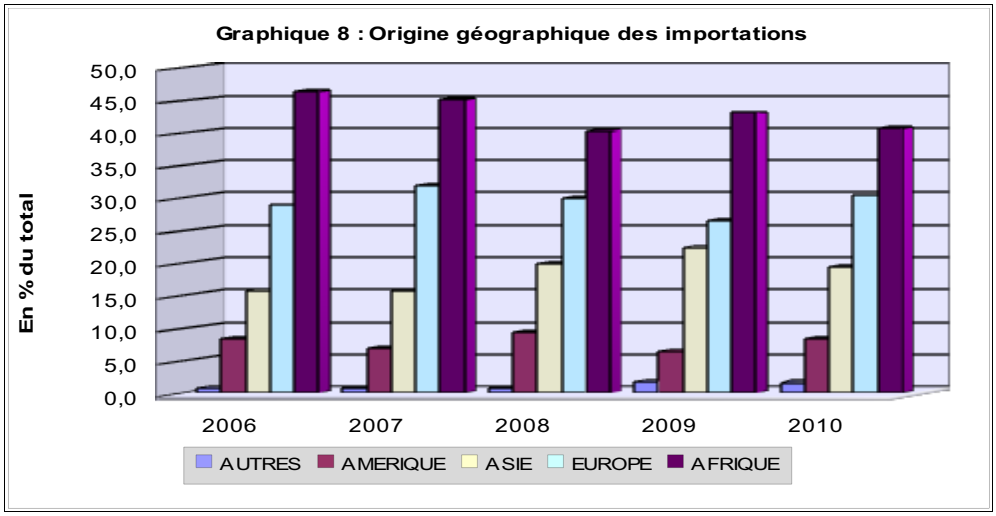


Sources : INSTAT, DGD.

Au niveau des importations (en valeur CAF), la répartition par pays traduit également en 2010 une rupture avec la tendance observée ces dernières années. En effet, les échanges ont été marqués par la progression de la part de l'Europe et de l'Amérique au détriment de l'Afrique et de l'Asie. Toutefois,

le continent demeure le premier fournisseur du Mali, suivi de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique 8). La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 40,7%, correspondant à un montant de 689.179 millions contre 505.442 millions, soit 43,1% en 2009. L'Europe a totalisé 30,3% des importations en 2010 (512.646 millions), soit 3,9 points de plus qu'en 2009. La part de la France, partenaire historique du Mali, dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 50,1% en 2010, après 43,1% en 2009. Quant au continent asiatique, sa part a baissé en 2010 en ressortant à 19,2% contre 22,4 % en 2009.

Le tableau A11 en annexe donne le détail sur la structure des importations.



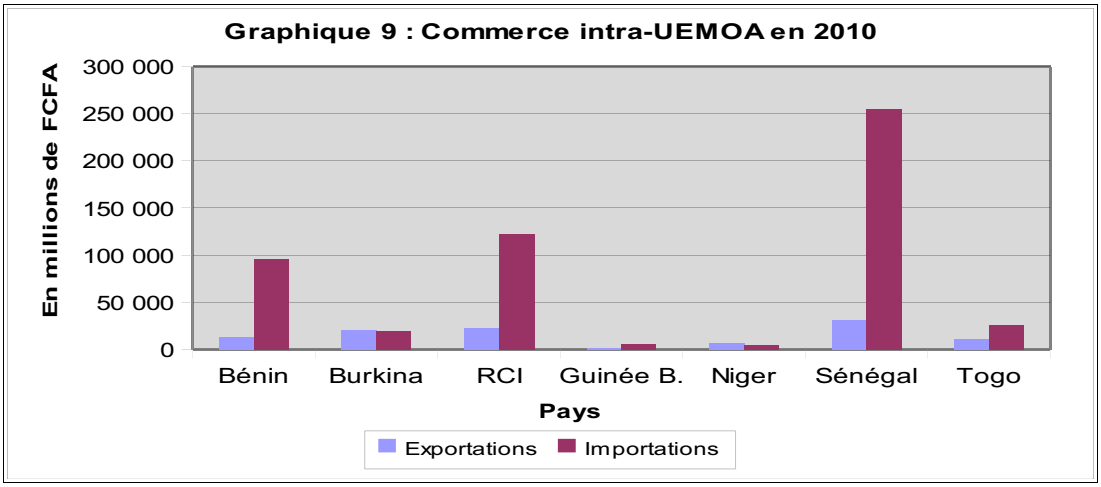
Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

b) Commerce intra-UEMOA[7]

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires en 2009 et 2010, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 24,8% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 637.790 millions en 2010 contre 510.943 millions en 2009. La part des autres pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 10,7% (108.127 millions) et celle des importations à 39,6% (529.663 millions) en 2010 contre respectivement 13,5% (112.892 millions) et 42,4% (398.051millions) en 2009.

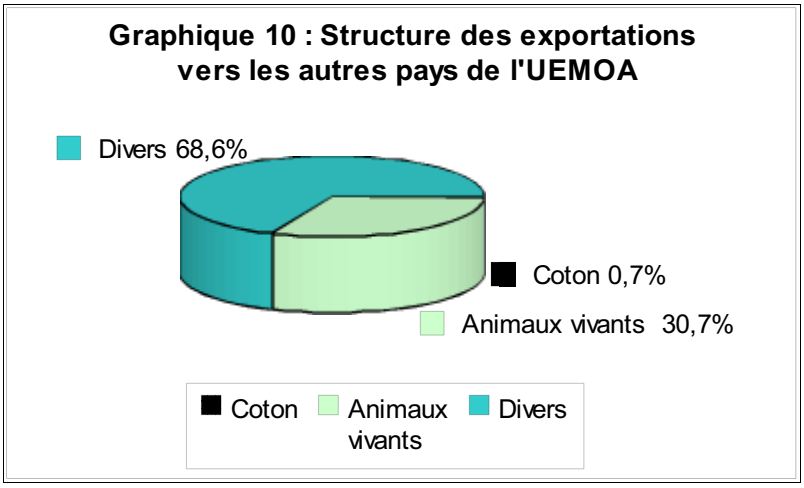
Ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA du Mali fortement déficitaire, avec un solde de -421.536 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 20,4% en 2010 (28,4% en 2009) contre 75,3% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (89,3% en 2009). Le graphique 9 présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2010.

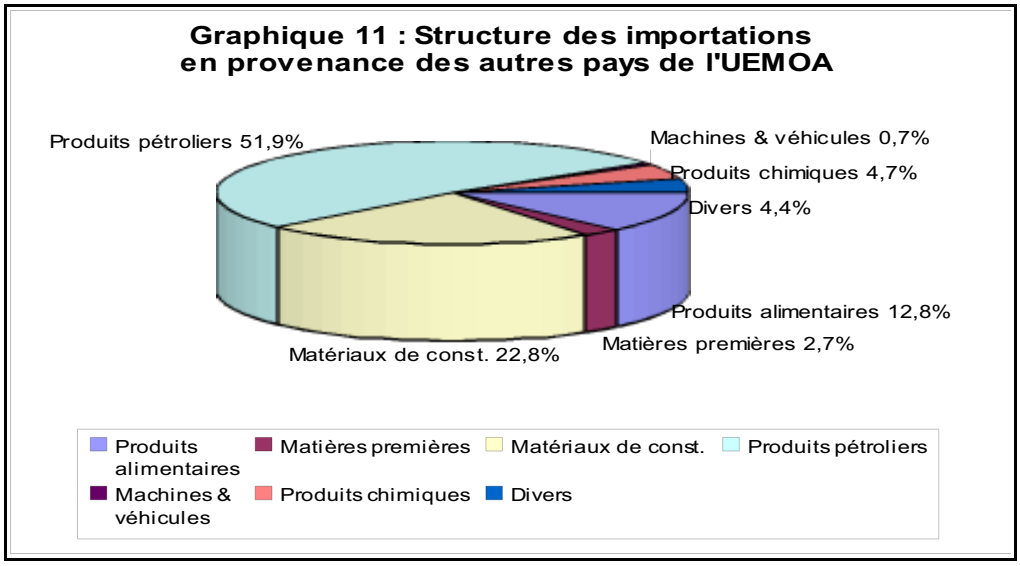
7 L'analyse du commerce intra-UEMOA s'appuie sur les données issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.



La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 30,7% du total des exportations. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 51,3% et 42,4% des exportations d'animaux vivants du Mali.

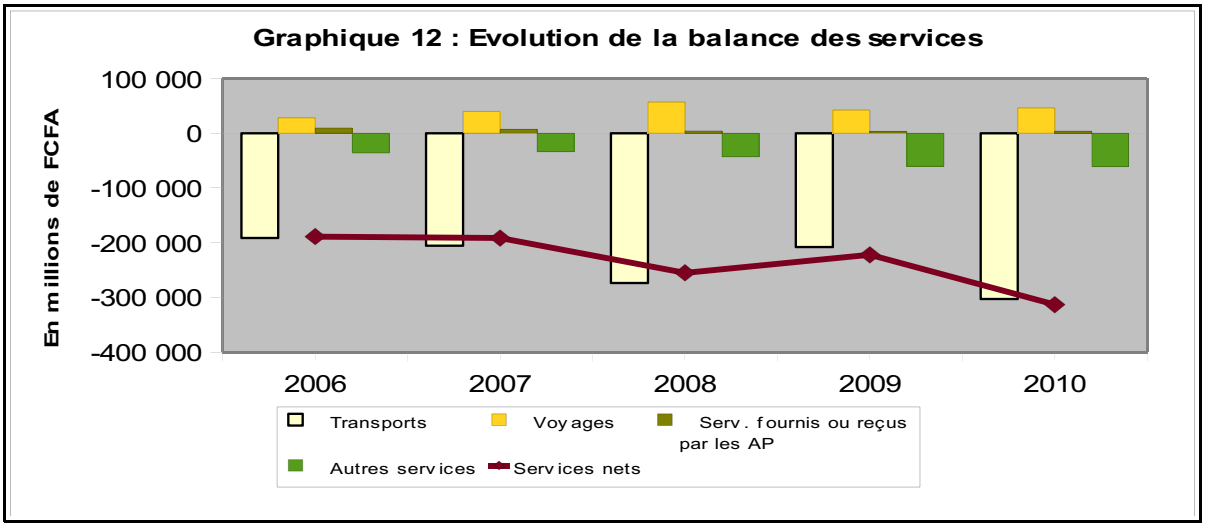
Pour ce qui est des importations communautaires du Mali, les principaux fournisseurs sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire avec respectivement 19,0% et 9,2% des importations totales du pays, après 17,0 et 14,0 % respectivement en 2009. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (20,3% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (8,9%), les produits alimentaires (5,0%) et les produits chimiques (1,8%). Les tableaux A8 et A9 en annexe présentent les exportations et les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2010. Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,7%, en matériaux de construction pour 57,6%, en produits alimentaires pour 42,6% et en produits chimiques (engrais) pour 14,0%. Les graphiques 10 et 10 bis présentent la structure des exportations et des importations en 2010 avec les autres pays de l'UEMOA.





2. Evolution de la balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé en 2010 en se chiffrant à 313.690 millions, en augmentation de 91.185 millions (ou 41,0%) par rapport à son niveau de 2009. Cette évolution est principalement le fait de sa composante « transports », dont le fret de marchandises constitue un poste important, comme le montre le graphique 12 ci-dessous.



Source : BCEAO

2.1 Transports

Ressortant déficitaire de 302.946 millions en 2010, le poste « transports » (de biens et de personnes) a enregistré une augmentation de son déficit de 95.015 millions en 2010, soit une détérioration de 45,7% par rapport à son niveau de 2009. Il ressort du tableau 8 que cette évolution est essentiellement imputable à la hausse du déficit du transport de marchandises (fret) qui a atteint 277.116 millions, soit 103.824 millions de plus qu'en 2009. Ceci est en liaison avec la progression marquée des importations de biens en 2010 qui ont augmenté de 44,2% selon les statistiques

douanières.

S'agissant du transport de passagers, son solde s'est fixé à -26.120 millions, en amélioration de 8.960 millions par rapport au montant réalisé en 2009, suite à l'accroissement de l'activité des compagnies aériennes nationales, qui ont bénéficié de parts de marché d'autres compagnies de la sous-région en cessation d'activités.

TABLEAU 8 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-39 348	-27 451	-31 492	-35 080	-26 120
Fret	-154 257	-178 890	-243 270	-173 292	-277 116
Autres services de transport	2 081	758	639	441	290
TOTAL TRANSPORTS	**-191 524**	**-205 583**	**-274 123**	**-207 931**	**-302 946**

Source : BCEAO.

TABLEAU 9 : Evolution du fret

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Fret	**-154 257**	**-178 890**	**-243 249**	**-173 292**	**-277 116**
- Fret maritime	-94 149	-107 717	-138 645	-95 311	-162 852
- Fret aérien	-12 838	-14 081	-16 943	-12 997	-20 061
- Autres frets	-47 270	-57 092	-87 661	-64 984	-94 203
P.M. fret sur importations = A	-171 179	-195 849	-250 802	-194 445	-277 310
A / Importations - CAF en %	-18,0	-18,0	-17,0	-17,0	-17,0

Source : BCEAO.

2.2 Voyages

Recensant les dépenses en biens et services effectuées par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour à l'étranger, la rubrique des voyages a affiché un solde excédentaire de 46.450 millions, en hausse de 3.939 millions par rapport à son montant de 2009. L'augmentation des flux nets de voyage est imputable à la hausse relativement plus importante des recettes touristiques (+10.859 millions) que celle des flux débiteurs (+6.920 millions). Selon l'Office Malien du Tourisme, le taux d'accroissement des arrivées de visiteurs internationaux est de 5,81% en 2010, hausse imputable essentiellement aux voyages à but professionnel, avec une année 2010 correspondant à la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Mali où plusieurs évènements ont été organisés dans le pays. La baisse des recettes de voyage à titre personnel (-7,9%) qui s'explique par la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du pays à forte potentialité touristique, n'a pas pu être compensée par la hausse des voyages à titre professionnel qui se déroulent essentiellement

dans le sud du pays.

Le tableau 10 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2006 et 2010.

TABLEAU 10 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Voyages	**28 689**	**40 151**	**57 178**	**42 511**	**46 450**
- à titre professionnel	9 497	23 944	12 054	11 531	17 927
- à titre personnel	19 192	16 207	45 124	30 980	28 523

Source : BCEAO.

2.3 Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, comprenant les transactions des représentations diplomatiques étrangères et des organismes publics internationaux, ont augmenté de 464 millions pour s'établir à 3.857 millions en 2010. Cette évolution s'explique par la hausse des recettes à l'étranger des représentations diplomatiques, celles-ci étant ressorties à 10.624 millions au terme de l'année 2010, après 8.118 millions en 2009. Le tableau 11 résume l'évolution de ces flux entre 2006 et 2010.

TABLEAU 11 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	9 980	7 272	4 556	3 393	3 857

Source : BCEAO.

2.4 Autres services

Les autres services, qui regroupent les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, miniers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), ont affiché un solde déficitaire de 61.051 millions en 2010, en détérioration de 573 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution du compte des autres services est attribuable notamment aux postes « services de BTP » et « assurance sur marchandises » dont les soldes se sont affichés respectivement à -23.003 millions et -16.294 millions, après -21.499 millions et -11.419 millions en 2009. En revanche, les services de communication ont enregistré une amélioration de leur excédent, en ressortant à 26.005 millions en 2010 après 23.181 millions une année plus tôt. Les autres services aux entreprises dont la sous-traitance des compagnies minières représente une composante importante sont demeurés quasi-stables.

Le tableau 12 retrace l'évolution des autres services entre 2006 et 2010.

TABLEAU 12 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	19 167	19 485	22 534	23 181	26 005
Services de BTP	-6 804	-17 650	-19 210	-21 499	-23 003
Services d'assurance	-13 178	-13 016	-18 955	-15 999	-19 296
dont assurance sur marchandises	-9 459	-10 846	-15 371	-11 419	-16 294
Autres services aux entreprises	-35 193	-22 313	-27 207	-46 161	-44 757
TOTAL AUTRES SERVICES	**-36 008**	**-33 494**	**-42 838**	**-60 478**	**-61 051**

Source : BCEAO.

3. Evolution de la balance des revenus

En 2010, le solde de la balance des revenus est ressorti déficitaire de 207.517 millions, après un déficit de 215.955 millions l'année précédente, affichant une amélioration de 8.438 millions (ou 3,9%).

3.1 Rémunération des salariés

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.680 millions, après 1.065 millions en 2009, en hausse de 57,7%. Cette situation est en liaison avec l'accroissement relativement plus important de la masse salariale du personnel résident des organismes internationaux.

3.2 Revenus des investissements

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est légèrement réduit en 2010, avec un solde qui est ressorti à -209.197 millions contre -217.020 millions en 2009, marquant ainsi une amélioration de 7.823 millions (ou 3,6%). Cette situation s'explique notamment par l'évolution des revenus des investissements directs dont le solde s'est inscrit à -196.741 millions. A l'instar des années précédentes, le déficit des revenus d'investissement est induit principalement par les versements de dividendes aux investisseurs étrangers, en particulier dans les secteur aurifère, bancaire et celui des télécommunications, qui totalisent globalement 98,4% des distributions. Ces versements ont été moins importants en 2010 qu'en 2009, en ligne avec le reflux notamment des bénéfices engrangés dans le secteur aurifère sur les deux précédents exercices. Cependant, les revenus versés aux investisseurs de la zone UEMOA ne proviennent que du secteur bancaire et celui des télécommunications, où les résidents de ces pays détiennent des participations importantes.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 13.021 millions après 12.400 millions en 2009 tandis que les amortissements sur le principal se sont inscrits en baisse. Ces paiements d'intérêt sont faits en faveur des créanciers du Club de Paris, des bailleurs bilatéraux et multilatéraux dont essentiellement le FAD, l'IDA et la BOAD.

Le tableau 13 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2006 et 2010.

Tableau 13 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	4 802	3 511	4 758	1 065	1 680
Revenus des investissements	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020	-209 197
Revenus des investissements directs	-112 386	-116 542	-124 058	-202 868	-196 741
Revenus des investissements de portefeuille	-5 146	-12 176	-9 240	-984	-1 726
Revenus des autres investissements	-21 913	-14 472	-11 446	-13 168	-10 730
dont intérêts sur dette publique extérieure	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400	-13 021
TOTAL DES REVENUS	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**	**-207 517**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4. Evolution de la balance des transferts courants

Le terme « transferts courants » en balance des paiements désigne une opération entre un résident et un non-résident se traduisant par la fourniture sans contrepartie d'une ressource réelle ou financière. Au terme de l'année 2010, l'excédent de la balance des transferts courants s'est encore consolidé avec un montant de 266.227 millions, en augmentation de 36.577 millions (ou 15,9%) par rapport à 2009. Cette confortable évolution est essentiellement attribuable aux transferts courants des administrations publiques.

L'évolution des transferts courants entre 2006 et 2010 est résumée dans le tableau 14.

TABLEAU 14 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	86 120	56 769	47 515	82 344	98 110
dont aides budgétaires	14 000	27 900	25 000	51 900	54 900
Transferts courants nets "Autres secteurs"	83 879	134 911	156 182	147 306	168 117
dont envois de fonds des travailleurs (net)	76 080	121 698	141 315	134 363	145 350
dont envoi de fonds reçus (crédit)	100 779	154 872	181 876	200 147	216 651
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**	**266 227**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1 Transferts courants des administrations publiques

Les transferts courants nets des administrations publiques sont ressortis à 98.110 millions, en progression de 15.766 millions (ou 19,1%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de l'aide budgétaire reçue par l'Administration Publique qui s'est chiffrée à 54.900 millions, après 51.900 millions en 2009, ainsi qu'à la hausse des autres subventions reçues par le pays.

4.2 Transferts courants des autres secteurs

Concernant les flux de transferts nets des autres secteurs de l'économie, notamment les ménages, ils ont atteint un montant de 168.117 millions en 2010, correspondant à une augmentation de 20.811 millions par rapport à leur niveau de 2009. Les envois de fonds nets des travailleurs (ou transferts des migrants), principale composante de ce poste, ont enregistré une augmentation de 8,2% sur la période pour se chiffrer à 145.350 millions, du fait de la hausse relativement plus importante des transferts privés reçus (+16.504 millions) que ceux émis (+5.517 millions) à l'étranger. En effet, les fonds reçus par les résidents en provenance de leurs compatriotes établis à l'étranger se sont chiffrés à 216.651 millions, après 200.147 millions en 2009, soit une hausse de 8,2%. S'agissant des ressources nettes mobilisées par les Organisations Non Gouvernementales, elles ont enregistré un accroissement de 9.824 millions en 2010, après un recul de 1.924 millions en 2009.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières, qui retrace les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, et qui est structurellement excédentaire au Mali, s'est porté à un montant de 570.336 millions en 2010, après 344.252 millions précédemment (selon la présentation standard de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI). Cette évolution découle d'une amélioration du solde des opérations financières.

1. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2010, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, s'est fixé à 124.729 millions, en diminution de 69.642 millions ou 35,8% par rapport à son niveau de 2009. Cette situation est attribuable au repli des afflux de capital en direction des administrations publiques. En effet, l'aide publique des partenaires financiers dont le pays a bénéficié, notamment au titre des dons-projets et de l'appui budgétaire sectoriel, a affiché un montant de 89.832 millions, en diminution de 66.997 millions par rapport à l'année précédente. En effet, plusieurs bailleurs ont décidé d'aller vers l'appui budgétaire global dans le cadre de l'aide publique qu'ils accordent au Mali. Quant à la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, le montant enregistré est de 11.032 millions, après 13.027 millions en 2009.

Pour ce qui est des transferts de capital des autres secteurs, ils ont baissé de 2.561 millions en se portant à 35.337 millions. Ces transferts concernent les ressources reçues par les Organisations Non Gouvernementales dans le cadre du financement des investissements ainsi que les investissements dans l'immobilier des non résidents. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, pour leur part, se sont maintenues en se fixant à -440 millions.

TABLEAU 15 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	1 181 271	155 643	158 529	194 727	125 169
Transferts de capital des administrations publiqu	1 175 349	140 900	120 119	156 829	89 832
- remises de dettes (PPTE et IADM)	1 107 451	10 700	10 919	13 027	11 032
dont IADM	1 085 200				
- autres transferts de capital	67 898	130 200	109 200	143 802	78 800
Transferts de capital "Autres secteurs"	5 922	14 743	38 410	37 898	35 337
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-310	-312	-356	-356	-440
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	**1 180 961**	**155 331**	**158 173**	**194 371**	**124 729**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières, qui englobe les créances et engagements financiers vis-à-vis des investisseurs, ainsi que les avoirs et engagements des divers secteurs de l'économie vis-à-vis de l'étranger s'est soldé, au terme de l'année 2010, par un montant de 445.607 millions, en hausse de 295.726 millions par rapport à son niveau de 2009. Ce résultat reflète la forte hausse des autres investissements, les investissements directs et de portefeuille ayant baissé sur la période (après la hausse induite en 2009 par la cession de parts de la Société de Télécommunications du Mali).

TABLEAU 16 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	42 953	31 383	80 460	353 841	197 366
Investissements de portefeuille & dérivés financie	-5 800	-22 316	-41 095	-19 173	-227 338
Autres investissements	-1 074 256	101 907	285 360	36 122	407 934
dont capitaux publics	-914 616	87 638	103 334	157 273	120 230
dont IADM (débit)	-1 020 500				
Avoirs de réserve	-3 757	-658	-26 609	-220 909	67 645
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	**-1 040 860**	**110 316**	**298 116**	**149 881**	**445 607**

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Investissements directs

Les investissements directs nets, qui prennent en compte les investissements étrangers, à travers la création de sociétés à participation étrangère, les bénéfices réinvestis ainsi que les engagements nets vis-à-vis des sociétés affiliées, se sont portés à 197.366 millions en 2010, après 353.841 millions en 2009, enregistrant ainsi une importante baisse de 156.475 millions. Ce retournement de tendance intervient après une année 2009 caractérisée par une hausse des investissements avec la cession de parts de la SOTELMA (Société de Télécommunications du Mali) à Maroc Télécom pour un montant de 180.400 millions. Hors produits de cession de la SOTELMA, les investissements directs ont augmenté de 23.925 millions par rapport à 2009, en raison de la consolidation des fonds propres et du réinvestissement de bénéfices, notamment dans le secteur des télécommunications. Ainsi, les flux créditeurs d'investissements directs sont ressortis à 276.453 millions après 572.548 millions en 2009 (392.158 millions hors fonds SOTELMA) et les flux débiteurs ont atteint 79.087 millions contre 218.707 millions en 2009.

2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers

En ce qui concerne les investissements de portefeuille et dérivés financiers, leur solde net s'est fixé à -227.338 millions, après -19.173 millions en 2009. Après une année 2009 qui s'est soldée par la baisse des encours des titres de créances (obligations et autres titres d'emprunt) étrangers détenus par le secteur bancaire, l'année 2010, en revanche, s'est caractérisée par une intensification des interventions des banques maliennes sur le marché financier régional. En effet, les acquisitions des banques (flux débiteurs) en titres de créances et instruments du marché monétaire ont atteint

respectivement 91.514 et 302.327 millions en 2010 contre respectivement 23.806 et 52.911 millions en 2009. Les remboursements de l'année se sont globalement portés à 165.377 millions, après 45.399 986 millions en 2009. Du côté des engagements, il ressort que les fonds levés sur le marché régional par l'Administration Publique pour son financement (émission de bons et d'obligations du Trésor) ont atteint 19.722 millions à fin 2010 (en variation d'encours) contre 25.555 millions en 2009. Courant l'année 2010, l'Administration a fait deux émissions de bons pour des valeurs respectives de 48.000 et 51.500 millions et une émission d'obligation pour un montant de 47.500 millions souscrites par les non résidents à hauteur de 22,2%, 35,0% et 33,3%. Les engagements bruts courant l'année 2010 des autres secteurs (banques et secteur privé) ont atteint 1.197 millions de FCFA tandis que les remboursements se sont chiffrés à 17.445 millions.

2.3 Autres investissements

Les autres investissements, qui retracent essentiellement les avoirs et engagements sur les opérations de prêts et de dépôt, font ressortir un solde net de 407.934 millions à fin 2010, après 36.122 millions en 2009. Cette situation s'explique principalement par la baisse des avoirs et, dans une moindre mesure, l'augmentation des engagements extérieurs. Au niveau des avoirs, c'est le secteur bancaire qui est essentiellement à l'origine de la contraction des avoirs à l'étranger en 2010. Il s'agit notamment des autres avoirs des banques qui se sont repliés de 286.108 millions après une hausse de 44.134 millions en 2009. Parallèlement, les autres avoirs du secteur privé ont également baissé de 34.174 millions (en net) après une hausse nette de 50.182 millions en 2009. Par ailleurs, les engagements de l'Administration Publique ont baissé tandis que ceux des autres secteurs se sont nettement accrus au cours de l'année 2010. Il a été enregistré des flux nets de prêts de l'Administration Publique de 120.230 millions avec des tirages qui se sont élevés à 152.600 millions, après 200.800 millions en 2009, soit 48.200 millions de moins. Les amortissements de dette se sont chiffrés à 32.370 millions après 43.527 millions en 2009. Les prêts accordés au secteur bancaire ont atteint 36.751 millions contre 686 millions en 2009. Enfin, les engagements en monnaie fiduciaire et dépôts des banques ont atteint 105.524 millions alors qu'ils se chiffraient à 8.646 millions en 2009.

2.4 Avoirs de réserve

Les avoirs nets de réserve ont atteint 67.645 millions en 2010, après -220.909 millions l'année précédente, marquant ainsi une variation nette de 288.554 millions. Cette évolution découle essentiellement de la baisse nette de 71.227 millions des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts tandis qu'en 2009, ce poste avait augmenté de 173.150 millions. Il est à noter également que les avoirs en DTS n'ont pratiquement pas varié en 2010 alors que l'année précédente, ils avaient augmenté de 53.234 millions. Quant à la position de réserve auprès du Fonds Monétaire International, elle s'est consolidée pour devenir plus confortable qu'auparavant.

DEUXIEME PARTIE

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

I. BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2010, les avoirs extérieurs nets des banques se sont consolidés de 62.117 millions, en s'établissant à 51.909 millions, après -10.208 millions à fin 2009. Cette évolution est imputable à une croissance plus élevée des avoirs extérieurs des institutions bancaires (134.736 millions ou 47,0%) qui se sont établis à 421.690 millions. Les comptes des banques font ressortir des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers en augmentation de 31,6% pour se situer à 163.061 millions, après 123.883 millions en 2009.

De même, les engagements extérieurs se sont accrus de 72.619 millions en se portant à 369.781 millions après 297.162 millions en 2009, enregistrant ainsi une hausse de 24,4%. L'augmentation des engagements des banques est portée principalement par les engagements à court terme qui se sont accrus de 64.676 millions (ou 23,9%) sur la période. Ceux à moyen et long terme se sont accrus de 7.943 millions (ou 29,8%) pour atteindre 34.565 millions à fin 2010.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 17.

TABLEAU 17 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	**185 919**	**229 711**	**185 138**	**286 954**	**421 690**
dont banques et correspondants	100 694	98 979	91 561	123 883	163 061
Engagements	**173 313**	**227 652**	**223 262**	**297 162**	**369 781**
Court terme	156 180	209 782	191 855	270 540	335 216
dont banques et correspondants	77 215	123 247	81 048	126 525	34 043
Moyen et long termes	17 133	17 870	31 407	26 622	34 565
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	**12 606**	**2 059**	**-38 124**	**-10 208**	**51 909**

Source : BCEAO.

II. BANQUE CENTRALE

Contrairement à l'évolution de la position extérieure des banques de dépôts, les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Emission se sont détériorés sur la période, avec une baisse des avoirs, conjuguée avec la hausse des engagements. En effet, les avoirs nets de la Banque Centrale se sont fixés à 620.166 millions à fin 2010, après à 702.758 millions à fin 2009, marquant ainsi un repli de 12,0%. Les avoirs se sont repliés de 67.645 millions (ou 9,3%) en s'établissant à 661.713 millions en 2010, en raison de la diminution des avoirs en devises qui sont passés de 671.132 millions en 2009 à 596.886 millions en 2010. Cette évolution traduit le recours aux avoirs extérieurs pour régler les opérations courantes des opérateurs et faire face aux engagements extérieurs du pays. Par ailleurs, les DTS détenus ont augmenté de 3.485,0 millions sur la période.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils se sont accrus de 14.947 millions (ou 56,2%) en liaison avec la hausse des engagements envers le FMI et divers autres engagements. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 4.253 millions en atteignant 24.233 millions à fin 2010, avec les facilités accordées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Les autres engagements extérieurs ont augmenté de 12.252 millions pour se situer à

14.423 millions à fin 2010.

Le tableau 18 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2006 et 2010.

TABLEAU 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
AVOIRS	**481 508**	**482 156**	**508 449**	**729 358**	**661 713**
Position de réserve	5 289	4 174	10 428	4 870	8 961
DTS détenus	26	35	39	52 381	55 866
Avoirs en devises	476 193	477 947	497 982	671 132	596 886
Autres créances				975	
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
ENGAGEMENTS	**9 536**	**9 759**	**29 800**	**26 600**	**41 547**
Recours aux crédits du Fonds	3 991	5 633	18 868	19 980	24 233
Banques et institutions étrangères	3 932	4 463	10 972	4 449	2 891
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	1 613	-337	-40	2 171	14 423
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
AVOIRS NETS	**471 972**	**472 397**	**478 649**	**702 758**	**620 166**

Source : BCEAO.

Cette évolution de la position extérieure de la Banque Centrale, quoique atténuée par la variation favorable des avoirs des banques, se traduit par la détérioration du solde global de la balance des paiements. Celui-ci a enregistré un déficit de 20.475 millions à la fin de l'année 2010, après un excédent de 252.025 millions à fin 2009. Cependant, il faut rappeler que l'année 2009 a été exceptionnelle avec le produit de cession de 51% des actions de la SOTELMA qui avait conforté les avoirs. Le tableau 19 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2006 et 2010.

TABLEAU 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	25 505	-10 547	-40 183	27 916	62 117
Variation AEN Banque centrale	59 391	425	6 905	224 109	-82 592
Contrepartie des réévaluations	86	-585	-253	-635	2 501
SOLDE GLOBAL	**84 982**	**-10 707**	**-33 278**	**252 025**	**-20 475**

Source : BCEAO.

III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2010, la PEG du Mali s'est fixée à -1.265.527 millions, après -819.930 en 2009, en forte détérioration par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une importante augmentation des engagements sur la période. En effet, les engagements financiers se sont inscrits à 2.355.901 millions à fin 2010, en hausse de 461.487 millions (ou 24,4%) par rapport à 2009. Cette évolution s'explique par l'accroissement des engagements de toutes les composantes des opérations financières, en l'occurrence, les investissements directs pour 23,4%, les investissements de portefeuille pour 8,2% et les autres investissements pour 25,9%. L'encours de la dette publique extérieure (y compris les engagements envers le FMI) a augmenté de 122.990 millions par rapport à son niveau de décembre 2009. Le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est détérioré de 7,8 points de pourcentage en s'établissant à -27,2% contre -19,4% à fin 2009.

Quant aux avoirs extérieurs totaux, ils se sont établis 1.090.374 millions à fin 2010, en hausse de 15.890 millions (ou 1,5%) par rapport à l'année précédente. Ceci est en liaison avec l'augmentation des avoirs des investissements directs et de portefeuille, ceux des autres investissements ainsi que les avoirs de réserve ayant diminué sur la période. Le stock des avoirs de réserve s'est en effet établi à 660.927 millions à fin 2010, soit 67.645 millions de moins que le montant de 2009.

Le tableau 20 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2006 et 2010.

TABLEAU 20 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	**-479 082**	**-425 358**	**-455 629**	**-852 483**	**-1 049 839**
Avoirs	1 870	5 407	5 163	4 807	8 475
Engagements	480 952	430 765	460 792	857 290	1 058 314
Capital social et bénéfice réinvestis	338 945	291 923	286 834	261 408	439 623
Autres capitaux	142 007	138 842	173 958	595 882	618 691
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	**41 285**	**2 131**	**66 375**	**86 701**	**314 039**
Avoirs	60 275	34 261	104 368	130 144	361 026
Engagements	18 990	32 130	37 993	43 443	46 987
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	**-689 830**	**-718 199**	**-941 509**	**-782 720**	**-1 190 654**
Avoirs	248 411	246 337	173 762	210 961	59 946
Engagements	938 241	964 536	1 115 271	993 681	1 250 600
dont : Prêts Administrations Pub. (hors F	629 000	671 700	848 000	864 034	984 264
Engagements vis-à-vis du FMI	3 991	5 633	18 868	19 980	22 740
AVOIRS DE RESERVE	**481 508**	**481 714**	**508 638**	**728 572**	**660 927**
TOTAL DES AVOIRS	**792 064**	**767 719**	**791 931**	**1 074 484**	**1 090 374**
TOTAL DES ENGAGEMENTS	**1 438 183**	**1 427 431**	**1 614 056**	**1 894 414**	**2 355 901**
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	**-646 119**	**-659 712**	**-822 125**	**-819 930**	**-1 265 527**

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

TROISIEME PARTIE

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont: les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace

aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du

document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1 Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), les représentants de la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Elevage, la Direction Nationale des Services Vétérinaires, la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales, la Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes (DNTTMF), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	Variation
AVOIRS					
Statistiques financières internationales	484 400	504 800	ND	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	481 840	508 449	729 358	661 713	-67 645
Ajustements					
Total avoirs en balance des paiements	**481 840**	**508 449**	**729 358**	**661 713**	**-67 645**
ENGAGEMENTS					
Statistiques financières internationales	10 100	29 800	ND	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	21 300	41 392	90 390	109 524	19 134
dont Allocation DTS	11 204	11 552	63 790	67 977	4 187
Ajustements	-4				
Total engagements en balance des paiements	**10 096**	**29 800**	**26 600**	**41 547**	**14 947**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**471 744**	**478 649**	**702 758**	**620 166**	**-82 592**

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions mon*étaires*

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	Variation
AVOIRS					
Statistiques financières internationales	217 400	190 700	ND	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	198 277	190 734	288 109	426 377	138 268
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 477	-14 016	-14 896	-16 603	-1 707
Débiteurs divers	112	97	217	653	436
Divers-comptes d'ordre	0	3	0	0	0
Billets externes UMOA	8 837	8 320	13 524	11 263	-2 261
Ajustements	29 962				
Total avoirs en balance des paiements	**229 711**	**185 138**	**286 954**	**421 690**	**134 736**
ENGAGEMENTS					
Statistiques financières internationales	133 200	161 400	ND	ND	
Statistiques monétaires (données FISEC)	132 427	161 383	184 080	252 550	68 470
Comptes exigibles après encaissement	-5 801	-12 760	-14 731	-16 553	-1 822
Dépôts des Maliens de l'extérieur	117 257	74 541	127 791	145 899	18 108
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0	1 040	1 040
Créditeurs divers	0	98	21	345	324
Divers-comptes d'ordre	0	0	1	0	-1
Ajustements	-16 231			-13 500	
Total engagements en balance des paiements	**227 652**	**223 262**	**297 162**	**369 781**	**72 619**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**2 059**	**-38 124**	**-10 208**	**51 909**	**62 117**

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

TABLEAU A3 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Biens	39 201	-138 860	-284 672	-100 409	-334 373
dont marchandises générales	-549 538	-654 242	-927 778	-736 199	-1 084 669
Services nets	-188 863	-191 654	-255 227	-222 505	-313 690
Revenus nets	-134 643	-139 679	-139 986	-215 955	-207 517
Transferts courants nets	169 999	191 680	203 697	229 650	266 227
Balance courante (BC)	**-114 306**	**-278 513**	**-476 188**	**-309 219**	**-589 353**
P I B*	3 201 470	3 424 520	3 912 800	4 232 900	4 655 691
BC/PIB (en %)	-3,6	-8,1	-12,2	-7,3	-12,7
BC hors dons officiels	-200 426	-335 282	-523 703	-391 563	-687 463
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-6,3	-9,8	-13,4	-9,3	-14,8

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et INSTAT

TABLEAU A4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Coton	131 951	94 557	92 430	68 823	84 370
Pierres et métaux précieux	588 315	515 178	645 871	668 528	782 273
Animaux vivants	27 544	37 601	51 812	41 245	35 079
Autres	45 485	38 300	71 982	62 712	87 436
Total statistiques du commerce extérieur	**793 295**	**685 636**	**862 095**	**841 308**	**989 158**
Ajustements de champ (non contrôlé)	5 885	40 668	79 246	28 228	46 060
Ajustements de valeur	9 076	16 220	-5 531	-36 339	-20 481
EXPORTATIONS AJUSTEES	**808 256**	**742 524**	**935 810**	**833 197**	**1 014 737**

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices. Pour l'année 2010, ces ajustements concernent essentiellement les exportations d'or non monétaire.

TABLEAU A5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Coton	141 027	110 889	91 921	67 447	84 370
part en %	17,4	14,9	9,8	8,1	8,3
Or non monétaire	587 486	515 178	645 871	635 508	761 791
part en %	72,7	69,4	69,0	76,3	75,1
Animaux vivants	30 204	37 601	51 812	41 245	35 079
part en %	3,7	5,1	5,5	5,0	3,5
Autres	49 539	78 856	146 206	88 997	133 497
part en %	6,1	10,6	15,6	10,7	13,2
TOTAL EXPORTATIONS	**808 256**	**742 524**	**935 810**	**833 197**	**1 014 737**

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A6 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	167 058	155 154	186 118	181 892	197 098
Produits pétroliers	227 913	232 611	318 041	256 693	334 460
Produits chimiques	116 848	143 611	190 709	152 518	251 732
Machines et véhicules	214 451	257 802	376 608	261 034	437 570
Matériaux de construction	132 644	147 579	231 878	207 183	250 881
Autres	92 949	111 101	185 436	114 747	221 204
Total statistiques du commerce extérieur	**951 863**	**1 047 858**	**1 488 790**	**1 174 067**	**1 692 945**
Ajustements de champ (informel)	25 370	66 752	21 312	15 288	12 512
Ajustements de champ (autres)	-26 236	-26 559	-23 846	-45 563	-74 222
Imports de marchandises gles ajustées CAF	**950 997**	**1 088 051**	**1 486 256**	**1 143 792**	**1 631 235**
Fret	-171 179	-195 849	-250 802	-194 445	-277 310
Assurance sur marchandises	-9 510	-10 881	-15 371	-11 438	-16 312
IMPORTATIONS FOB	**770 308**	**881 321**	**1 220 083**	**937 909**	**1 337 613**

Sources : BCEAO, INSTAT, Direction Générale des Douanes (DGD).

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatives aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères (dont le montant est important en 2010), déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A7 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	171 959	161 105	186 302	179 232	192 644
part en %	18,1	14,8	12,5	15,7	11,8
Produits pétroliers	232 987	241 533	318 041	258 364	335 836
part en %	24,5	22,2	21,3	22,6	20,6
Machines et véhicules	209 204	263 311	376 608	255 283	427 922
part en %	22,0	24,2	25,3	22,3	26,2
Matériaux de construction	132 298	157 468	232 510	211 040	252 784
part en %	13,9	14,5	15,6	18,5	15,5
Produits chimiques	116 848	149 272	190 709	130 402	213 171
part en %	12,3	13,7	12,8	11,4	13,1
Autres	87 701	115 362	185 804	109 471	208 879
part en %	9,2	10,6	12,5	9,6	12,8
TOTAL	**950 997**	**1 088 051**	**1 489 974**	**1 143 792**	**1 631 235**

Sources : INSTAT, DGD.

Tableau A8 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2010

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,9
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Millions FCFA	0	267	22	0	0	367	81	737
Or	% Exports Or								0,0
	% Exports totales								0,0
	Millions FCFA								0
Animaux vivants	% Exports Animaux	1,3	3,7	40,1		0,9	48,6	0,1	94,7
	% Exports totales	0,0	0,1	1,4		0,0	1,7	0,0	3,3
	Millions FCFA	451	1 304	14 075	0	317	17 060	20	33 227
Divers	% Exports totales	1,3	1,9	0,8	0,2	0,6	1,4	1,1	7,3
	Millions FCFA	12 787	19 108	8 367	2 042	6 216	14 255	11 388	74 163
Total	**% Exports totales**	**1,3**	**2,0**	**2,2**	**0,2**	**0,6**	**3,1**	**1,1**	**10,7**
	Millions FCFA	**13 238**	**20 679**	**22 464**	**2 042**	**6 533**	**31 682**	**11 489**	**108 127**

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A9 : Importations (FOB) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2010

		Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,1	1,1	22,3	3,5	0,0	14,8	0,7	42,6
	% Imports totales	0,0	0,1	2,6	0,4	0,0	1,8	0,1	5,0
	Millions FCFA	195	1 717	35 267	5 571	3	23 456	1 032	67 242
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	32,6	4,6	17,4		0,0	44,1	0,0	98,7
	% Imports totales	6,7	0,9	3,6		0,0	9,1	0,0	20,3
	Millions FCFA	89 869	12 570	47 971		0	121 339	68	271 817
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,8	11,3		0,0	42,4	3,1	57,6
	% Imports totales	0,0	0,1	1,8		0,0	6,6	0,5	8,9
	Millions FCFA	2	1 555	23 485		55	87 854	6 346	119 296
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,1	0,3		0,0	0,5	0,2	1,1
	Millions FCFA	3	1 121	3 526		35	6 460	2 915	14 061
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,2	0,2		0,0	0,1	0,7	1,1
	% Imports totales	0,0	0,1	0,0		0,0	0,0	0,2	0,3
	Millions FCFA	0	723	545		26	274	2 360	3 927
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,4	5,1		0,0	6,1	2,4	14,0
	% Imports totales	0,0	0,0	0,7		0,0	0,8	0,3	1,8
	Millions FCFA	5	664	8 922		17	10 719	4 171	24 499
Divers	% Imports totales	0,4	0,1	0,2		0,4	0,3	0,7	2,2
	Millions FCFA	6 008	1 682	2 778		4 867	4 379	9 110	28 823
Total	**% Imports totales**	**7,2**	**1,5**	**9,2**	**0,4**	**0,4**	**19,0**	**1,9**	**39,6**
	Millions FCFA	**96 082**	**20 031**	**122 494**	**5 571**	**5 002**	**254 481**	**26 002**	**529 663**

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A10 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,5
	Burkina	6 141,0		5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,9
	cote d'Ivoire	13 265,2	8 775,5			5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0			948,1		2 625,6		4 422,7
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5		1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4		4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9		752,0	17 863,3
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		15 188,2
	UEMOA	29 008,7	20 345,4	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,6	15 524,2	156 658,2

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A11 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	13 755,1
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	30 642,6
	Cote d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	124 287,8
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	3 843,8
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	33 641,8
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	11 127,5
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	39 012,1
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		11 509,1
	UEMOA	16 130,9	46 065,0	33 521,4	4 718,1	59 938,7	13 344,1	62 728,2	31 373,4	267 819,8

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A12 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 129,3	14 378,6	1 003,1	96 081,8	14 561,1	15 710,8	61 690,9	210 555,6
	Burkina	6 818,6		13 866,6	606,8	20 030,8	13 776,9	2 739,2	5 498,9	63 337,8
	Cote d'Ivoire	46 980,9	215 335,2		1 499,4	122 494,1	29 934,1	30 426,1	72 273,2	518 943,0
	Guinée-Bissau					5 571,4		16 458,4		22 029,8
	Mali	13 237,8	20 679,0	22 464,0	2 041,6		6 533,0	31 681,7	11 489,5	108 126,6
	Niger	7 256,9	9 993,4	5 882,7	275,5	5 002,4		3 765,3	4 469,9	36 646,1
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 660,6	32 643,9	254 480,9	5 039,8		9 602,2	379 416,2
	Togo	110 262,0	48 073,7	24 797,6	1 870,4	26 001,5	31 133,1	13 130,4		255 268,7
	UEMOA	196 043,6	323 712,0	125 050,1	39 940,7	529 662,9	100 978,0	113 911,9	165 024,6	1 594 323,8

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A13 : Orientation géographique des exportations du Mali de 2006 à 2010

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**44 116**	**5,6**	**71 656**	**10,5**	**44 601**	**5,2**	**112 477**	**12,9**	**209 223**	**21,2**
Union européenne	31 911	4,0	40 295	5,9	22 375	2,6	49 845	5,7	87 915	8,9
dont France	8 604	1,1	5 978	0,9	10 887	1,3	7 424	0,8	11 249	1,1
Autres pays européens	12 205	1,5	31 361	4,6	22 226	2,6	62 632	7,2	121 308	12,3
AFRIQUE	**627 883**	**79,1**	**529 458**	**77,2**	**745 585**	**86,5**	**704 800**	**80,6**	**667 377**	**67,5**
UEMOA	39 134	4,9	53 763	7,8	106 393	12,3	84 664	9,7	90 064	9,1
Côte d'Ivoire	9 794	1,2	17 123	2,5	22 084	2,6	16 347	1,9	19 761	2,0
Sénégal	21 104	2,7	29 085	4,2	58 914	6,8	47 989	5,5	43 503	4,4
Burkina Faso	6 221	0,8	5 196	0,8	8 298	1,0	14 996	1,7	21 376	2,2
Bénin	924	0,1	694	0,1	6 570	0,8	3 168	0,4	2 682	0,3
Togo	447	0,1	862	0,1	8 272	1,0	811	0,1	1 003	0,1
Guinée Bissau	0	0,0	0	0,0	1	0,0	15	0,0	3	0,0
Niger	644	0,1	803	0,1	2 254	0,3	1 339	0,2	1 736	0,2
Autres	588 749	74,2	475 695	69,4	639 192	74,1	620 136	70,9	577 313	58,4
AMERIQUE	**7 857**	**1,0**	**5 111**	**0,7**	**8 677**	**1,0**	**2 651**	**0,3**	**32 386**	**3,3**
Etats-Unis	1 475	0,2	2 145	0,3	7 205	0,8	1 741	0,2	31 273	3,2
Autres	6 382	0,8	2 966	0,4	1 472	0,2	910	0,1	1 113	0,1
ASIE	**113 037**	**14,2**	**79 397**	**11,6**	**57 907**	**6,7**	**52 945**	**6,1**	**79 934**	**8,1**
Chine	49 457	6,2	15 255	2,2	15 947	1,8	15 029	1,7	20 224	2,0
Taiwan	8 909	1,1	2 546	0,4	853	0,1	466	0,1	2 785	0,3
Autres	54 671	6,9	61 596	9,0	41 107	4,8	37 450	4,3	56 925	5,8
AUTRES	**402**	**0,1**	**14**	**0,0**	**5 325**	**0,6**	**1 436**	**0,16**	**237**	**0,02**
Total	**793 295**	**100**	**685 636**	**100**	**862 095**	**100**	**874 308**	**100**	**989 157**	**100**

Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

TABLEAU A14 : Orientation géographique des importations du Mali de 2006 à 2010

	2006		2007		2008		2009		2010	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	**274 144**	**28,8**	**283 383**	**27,0**	**444 380**	**29,8**	**309 842**	**26,4**	**512 646**	**30,28**
Union européenne	244 368	25,7	269 484	25,7	365 176	24,5	258 259	22,0	456 818	27,0
dont France	145 041	15,2	156 292	14,9	207 107	13,9	133 561	11,4	256 796	15,2
Autres pays européens	29 776	3,1	13 899	1,3	79 204	5,3	51 583	4,4	55 828	3,3
AFRIQUE	**441 694**	**46,4**	**533 908**	**51,0**	**599 630**	**40,3**	**505 442**	**43,1**	**689 179**	**40,71**
UEMOA	360 901	37,9	446 179	42,6	467 212	31,4	401 977	34,2	496 203	29,3
Côte d'Ivoire	103 352	10,9	132 873	12,7	154 689	10,4	143 033	12,2	113 000	6,7
Sénégal	115 367	12,1	207 269	19,8	256 691	17,2	162 307	13,8	239 628	14,2
Burkina Faso	8 966	0,9	17 183	1,6	2 370	0,2	2 248	0,2	3 313	0,2
Bénin	85 666	9,0	46 780	4,5	33 269	2,2	63 820	5,4	113 037	6,7
Togo	47 155	5,0	41 886	4,0	20 114	1,4	30 521	2,6	27 019	1,6
Guinée Bissau	1	0,0	10	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niger	394	0,0	178	0,0	79	0,0	48	0,0	205	0,0
Autres	80 793	8,5	87 729	8,4	132 418	8,9	103 465	8,8	192 977	11,4
AMERIQUE	**79 333**	**8,3**	**66 045**	**6,3**	**138 239**	**9,3**	**75 643**	**6,4**	**139 028**	**8,21**
Etats-Unis	47 945	5,0	39 146	3,7	98 703	6,6	35 188	3,0	94 105	5,6
Autres	31 388	3,3	26 899	2,6	39 536	2,7	40 456	3,4	44 922	2,7
ASIE	**149 611**	**15,7**	**152 937**	**14,6**	**295 919**	**19,9**	**262 542**	**22,4**	**325 741**	**19,24**
Chine	61 570	6,5	64 369	6,1	154 974	10,4	122 904	10,5	208 994	12,3
Taiwan	927	0,1	574	0,1	1 087	0,1	533	0,0	249	0,0
Autres	87 114	9,2	87 994	8,4	139 858	9,4	139 105	11,8	116 498	6,9
AUTRES	**7 081**	**0,7**	**11 585**	**1,1**	**10 622**	**0,7**	**20 598**	**1,8**	**26 351**	**1,56**
Total	**951 863**	**100**	**1 047 858**	**100**	**1 488 790**	**100**	**1 174 067**	**100**	**1 692 945**	**100**

Sources : INSTAT

Tableau A15 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2010 (en valeur et en volume)

	Importations CAF		Exportations FOB	
Régions	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	**512 646 277 705**	**571 499 827**	**209 223 401 249**	**46 868 200**
Union Européenne	***456 818 452 344***	***366 166 397***	***87 915 190 754***	***41 831 555***
Les 16 PAYS DE L'EURO	***434 450 410 303***	***356 121 592***	***79 884 973 027***	***41 258 385***
France	256 796 338 326	231 772 381	11 249 328 318	10 162 159
Allemagne	49 666 204 019	33 919 714	1 940 930 843	19 749 652
Italie	20 135 537 095	17 399 151	59 478 588 594	5 349 670
Pays-Bas	50 627 175 595	20 555 712	952 309 237	1 500 307
Royaume-Uni	8 752 922 860	1 696 671	7 728 621 738	98 784
Autres pays européens de l'UE	***22 368 042 041***	***10 044 805***	***8 030 217 727***	***573 170***
Autres pays d'Europe	***55 827 825 361***	***205 333 430***	***121 308 210 495***	***5 036 645***
Dont Suisse	*4 544 297 914*	*8 263 089*	*119 705 786 503*	*951 391*
AFRIQUE	**689 179 268 311**	**2 621 195 467**	**667 377 007 268**	**251 904 889**
CEDEAO	***523 623 489 995***	***2 487 285 851***	***95 095 887 378***	***241 201 560***
UEMOA	***496 202 675 465***	***2 429 197 255***	***90 063 835 573***	***225 460 654***
Bénin	113 037 359 142	287 500 536	2 681 765 828	5 195 199
Burkina	3 313 044 148	20 432 879	21 375 996 529	55 267 240
Côte d'Ivoire	112 999 863 740	423 595 971	19 760 856 270	60 856 246
Guinée Bissau	-	-	3 398 220	3 980
Niger	205 210 074	358 349	1 735 972 789	9 530 040
Sénégal	239 627 933 860	1 624 437 444	43 502 886 105	84 853 151
Togo	27 019 264 501	72 872 076	1 002 959 832	9 754 798
Autres pays de la CEDEAO	***27 420 814 530***	***58 088 596***	***5 032 051 805***	***15 740 906***
Cap vert	4 761 536	2 325	-	-
Gambie	399 979 034	510 290	1 704 000	2 000
Ghana	21 433 460 418	48 256 504	680 907 745	6 560 815
Guinée Conakry	1 884 030 612	7 256 570	2 794 452 079	6 361 848
Libéria	3 234 000	441	29 335 500	24 835
Nigeria	3 681 172 525	2 042 450	536 566 333	1 042 686
Sierra Leone	14 176 405	20 016	989 086 148	1 748 722
Autres pays d'Afrique	***165 555 778 316***	***133 909 616***	***572 281 119 890***	***10 703 329***
Dont: CEMAC	***153 704 463 759***	***105 070 383***	***567 352 529 186***	***4 152 112***
Afrique du Sud	133 874 280 871	23 806 178	564 465 327 598	332 001
Algérie	741 509 773	5 852 698	1 542 741 731	1 973 970
Cameroun	253 574 094	252 779	7 435 461	323 840
Kenya	794 841 772	105 638	26 992 854	7 087
Maroc	13 656 334 583	47 562 038	950 123 362	1 288 560
Tunisie	4 383 922 666	27 491 052	359 908 180	226 654
AMERIQUE	**139 027 794 189**	**253 783 135**	**32 386 002 401**	**1 263 139**
Canada	11 097 356 862	1 727 581	723 947 497	157 654
Etats-Unis	94 105 322 129	28 673 307	31 272 525 852	823 432
Autres pays d'Amérique	***33 825 115 198***	***223 382 247***	***389 529 052***	***282 053***
ASIE	**325 740 658 855**	**465 507 777**	**79 933 987 777**	**106 288 439**
Chine	210 193 342 793	188 275 004	20 260 379 874	33 289 134
Hong-Kong	1 199 091 081	1 207 076	36 349 800	300 740
Inde	27 187 976 953	42 891 700	467 325 425	1 987 124
Japon	33 915 098 820	12 686 875	857 946 499	235 327
Taïwan	248 510 775	100 664	2 784 687 404	3 675 806
Thaïlande	7 366 131 075	63 613 829	4 610 365 836	6 142 420
Autres pays d'Asie	***46 829 598 439***	***157 939 705***	***50 953 282 739***	***60 958 628***
OCEANIE	**26 350 968 851**	**7 251 132**	**237 236 701**	**43 140**
Dont: Australie-Nouvelle Zélande	***26 346 859 185***	***7 251 107***	***237 236 701***	***43 140***
TOTAL GENERAL	**1 692 944 967 911**	**3 919 237 338**	**989 157 635 396**	**406 367 807**

Source : INSTAT

Tableau A13 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

	Période	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Compte des transactions courantes	**-230 883**	**-114 306**	**-278 513**	**-476 188**	**-309 219**	**-589 353**
	Biens	**-76 265**	**39 201**	**-138 860**	**-284 672**	**-100 409**	**-334 373**
2100.Z	*Crédit*	*580 673*	*810 671*	*745 860*	*939 129*	*837 500*	*1 018 070*
3100.Z	*Débit*	*-656 938*	*-771 470*	*-884 720*	*-1 223 801*	*-937 909*	*-1 352 443*
	Marchandises générales	-434 855	-549 538	-654 242	-932 172	-736 199	-1 084 669
2110..	Exportations FAB	221 071	220 770	227 079	289 261	197 689	252 944
2110B.	Exportations selon les statistiques douanières	216 440	205 809	170 191	215 550	205 800	227 365
2110C.	Ajustements	4 631	14 961	56 888	73 711	-8 111	25 579
2110CA	Pour champs d'application	4 631	9 076	16 220	-5 535	-36 339	46 060
2110CB	Pour classification						
2110CC	Pour évaluation		5 885	40 668	79 246	28 228	-20 481
2110CD	Pour chronologie						
3110..	Importations FAB	-655 926	-770 308	-881 321	-1 221 433	-933 888	-1 337 613
3110B.	Importations selon les statistiques douanières (CAF)	-813 851	-951 863	-1 047 858	-1 488 790	-1 170 046	-1 692 945
3110C.	Ajustements	157 925	181 555	166 537	267 357	236 158	355 332
3110CA	Pour champs d'application	-11 212	26 236	26 559	-20 128	45 563	61 710
3110CB	Pour classification	169 137	180 689	206 730	266 173	205 883	293 622
3110CC	Pour évaluation		-25 370	-66 752	21 312	-15 288	0
3110CD	Pour chronologie						
	Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0	0
	Réparations de biens	-1 012	-1 162	-466	-374	-1 211	-6 675
2160..	*Crédit*			*267*	*678*	*678*	*0*
3160..	*Débit*	*-1 012*	*-1 162*	*-733*	*-1 052*	*-1 889*	*-6 675*
	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	4 098	2 415	670	653	1 493	-4 820
2170..	*Crédit*	*4 098*	*2 415*	*3 336*	*3 319*	*3 625*	*3 335*
3170..	*Débit*	*0*	*0*	*-2 666*	*-2 666*	*-2 132*	*-8 155*
	Dans les ports maritimes	0	0	0	0	0	0
	Dans les aéroports	4 098	2 415	670	653	1 493	-4 820
2172..	*Crédit*	*4 098*	*2 415*	*3 336*	*3 319*	*3 625*	*3 335*
3172..	*Débit*	*0*	*0*	*-2 666*	*-2 666*	*-2 132*	*-8 155*
	Dans d'autres ports	0	0	0	0	0	0
2173..	*Crédit*						
3173..	*Débit*						
	Or non monétaire	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508	761 791
2180..	*Crédit*	*355 504*	*587 486*	*515 178*	*645 871*	*635 508*	*761 791*
3180..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Detenu à titre de réserve de valeur	0	0	0	0	0	0
	Detenu à d'autres fins	355 504	587 486	515 178	645 871	635 508	761 791
2182..	*Crédit*	*355 504*	*587 486*	*515 178*	*645 871*	*635 508*	*761 791*
3182..	*Débit*						
	Services	**-165 492**	**-188 863**	**-191 654**	**-255 227**	**-222 505**	**-313 690**
2200.Z	*Crédit*	*144 678*	*163 843*	*180 527*	*203 438*	*167 324*	*190 043*
3200.Z	*Débit*	*-310170*	*-352706*	*-372181*	*-458665*	*-389 829*	*-503 733*
	Transports	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931	-302 946
2205..	*Crédit*	*18 511*	*20 433*	*12 410*	*14 533*	*9 250*	*3 585*
3205..	*Débit*	*-190 441*	*-211 957*	*-217 993*	*-288 656*	*-217 181*	*-306 531*
	dont: Passager	-29 097	-39 348	-27 451	-31 492	-40 080	-26 120
2850..	*Crédit*	*637*	*209*	*3 012*	*4 712*	*1 904*	*1 708*
3850..	*Débit*	*-29 734*	*-39 557*	*-30 463*	*-36 204*	*-41 984*	*-27 828*
	dont: Fret	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270	-168 292	-277 116
2851..	*Crédit*	*13 357*	*16 922*	*6 959*	*7 532*	*5 000*	*194*
3851..	*Débit*	*-156 760*	*-171 179*	*-185 849*	*-250 802*	*-173 292*	*-277 310*
	dont: Autres services de transport	570	2 081	758	639	441	290
2852..	*Crédit*	*4 517*	*3 302*	*2 439*	*2 289*	*2 346*	*1 683*
3852..	*Débit*	*-3 947*	*-1 221*	*-1 681*	*-1 650*	*-1 905*	*-1 393*
	Transports maritimes	-86 335	-93 833	-107 717	-138 645	-95 311	-162 839
2206..	*Crédit*	*1 203*	*316*	*0*	*21*	*0*	*63*
3206..	*Débit*	*-87 538*	*-94 149*	*-107 717*	*-138 666*	*-95 311*	*-162 902*
	Passagers	0	0	0	0	0	0
	Fret	-86 218	-94 149	-107 717	-138 666	-95 311	-162 852
2208..	*Crédit*			*0*	*0*	*0*	*0*
3208..	*Débit*	*-86 218*	*-94 149*	*-107 717*	*-138 666*	*-95 311*	*-162 852*

	Autres services de transport maritime	-117	316	0	21	0	13
2209..	*Crédit*	*1 203*	*316*	*0*	*21*	*0*	*63*
3209..	*Débit*	*-1 320*		*0*	*0*	*0*	*-50*
	Transports aériens	-39 304	-50 630	-40 964	-49 412	-52 854	-45 904
2210..	*Crédit*	*3 314*	*2 986*	*5 869*	*6 033*	*4 032*	*3 522*
3210..	*Débit*	*-42 618*	*-53 616*	*-46 833*	*-55 445*	*-56 886*	*-49 426*
	Passagers	-29 734	-39 557	-27 641	-33 087	-40 298	-26 120
2211..	*Crédit*	*0*	*0*	*2 822*	*3 117*	*1 686*	*1 708*
3211..	*Débit*	*-29 734*	*-39 557*	*-30 463*	*-36 204*	*-41 984*	*-27 828*
	Fret	-11 757	-12 838	-14 081	-16 943	-12 997	-20 061
2212..	*Crédit*	*0*	*0*	*608*	*648*	*0*	*194*
3212..	*Débit*	*-11 757*	*-12 838*	*-14 689*	*-17 591*	*-12 997*	*-20 255*
	Autres services de transport aérien	2 187	1 765	758	618	441	277
2213..	*Crédit*	*3 314*	*2 986*	*2 439*	*2 268*	*2 346*	*1 620*
3213..	*Débit*	*-1 127*	*-1 221*	*-1 681*	*-1 650*	*-1 905*	*-1 343*
	Autres modes de transport	-46 291	-47 061	-56 902	-86 066	-59 766	-94 203
2214..	*Crédit*	*13 994*	*17 131*	*6 541*	*8 479*	*5 218*	*0*
3214..	*Débit*	*-60 285*	*-64 192*	*-63 443*	*-94 545*	*-64 984*	*-94 203*
	Passagers	637	209	190	1 595	218	0
2215..	*Crédit*	*637*	*209*	*190*	*1 595*	*218*	*0*
3215..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Fret	-45 428	-47 270	-57 092	-87 661	-59 984	-94 203
2216..	*Crédit*	*13 357*	*16 922*	*6 351*	*6 884*	*5 000*	*0*
3216..	*Débit*	*-58 785*	*-64 192*	*-63 443*	*-94 545*	*-64 984*	*-94 203*
	Autres services de transport - autres modes	-1 500	0	0	0	0	0
2217..	*Crédit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
3217..	*Débit*	*-1 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Voyages	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511	46 450
2236..	*Crédit*	*78 258*	*91 520*	*105 898*	*123 083*	*90 490*	*101 349*
3236..	*Débit*	*-40 570*	*-62 831*	*-65 747*	*-65 905*	*-47 979*	*-54 899*
	Voyages à titre professionnel	7 098	9 497	23 944	12 054	11 531	17 927
2237..	*Crédit*	*35 342*	*47 883*	*63 673*	*52 158*	*38 789*	*48 178*
3237..	*Débit*	*-28 244*	*-38 386*	*-39 729*	*-40 104*	*-27 258*	*-30 251*
	Dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0	0	0	0
	Autres voyages à titre professionnel	7 098	9 497	23 944	12 054	11 531	17 927
2239..	*Crédit*	*35 342*	*47 883*	*63 673*	*52 158*	*38 789*	*48 178*
3239..	*Débit*	*-28 244*	*-38 386*	*-39 729*	*-40 104*	*-27 258*	*-30 251*
	Voyages à titre personnel	30 590	19 192	16 207	45 124	30 980	28 523
2240..	*Crédit*	*42 916*	*43 637*	*42 225*	*70 925*	*51 701*	*53 171*
3240..	*Débit*	*-12 326*	*-24 445*	*-26 018*	*-25 801*	*-20 721*	*-24 648*
	Pour raisons de santé	-1 655	-3 542	-4 311	-206	-2 478	-2 866
2241..	*Crédit*	*369*	*592*	*0*	*149*	*878*	*1 122*
3241..	*Débit*	*-2 024*	*-4 134*	*-4 311*	*-355*	*-3 356*	*-3 988*
	A but éducatif	-2 621	-4 243	-5 351	-208	5 687	3 869
2242..	*Crédit*	*24*	*1 037*	*-131*	*1 125*	*10 225*	*9 171*
3242..	*Débit*	*-2 645*	*-5 280*	*-5 220*	*-1 333*	*-4 538*	*-5 302*
	Autres voyages à titre personnel	34 866	26 977	25 869	45 538	27 771	27 520
2243..	*Crédit*	*42 523*	*42 008*	*42 356*	*69 651*	*40 598*	*42 878*
3243..	*Débit*	*-7 657*	*-15 031*	*-16 487*	*-24 113*	*-12 827*	*-15 358*
	Services de communication	11 233	19 167	19 485	22 534	23 181	26 005
2245..	*Crédit*	*23 333*	*31 776*	*41 408*	*47 078*	*47 443*	*59 504*
3245..	*Débit*	*-12 100*	*-12 609*	*-21 923*	*-24 544*	*-24 262*	*-33 499*
	Services de construction	-8 896	-6 804	-17 650	-19 210	-21 499	-23 003
2249..	*Crédit*	*1 046*	*1 797*	*690*	*1 023*	*2 366*	*2 532*
3249..	*Débit*	*-9 942*	*-8 601*	*-18 340*	*-20 233*	*-23 865*	*-25 535*
	Services d'assurance	-17 008	-13 178	-13 016	-18 955	-15 999	-19 296
2253..	*Crédit*	*1 709*	*2 263*	*772*	*276*	*1 005*	*1 137*
3253..	*Débit*	*-18 717*	*-15 441*	*-13 788*	*-19 231*	*-17 004*	*-20 433*
	Assurance-vie et pensions/caisses de retraite	0	0	0	0	0	0
	Assurance marchandise	-12 375	-9 459	-10 846	-15 371	-11 419	-16 294
2255..	*Crédit*	*0*	*51*	*35*	*0*	*18*	*18*
3255..	*Débit*	*-12 375*	*-9 510*	*-10 881*	*-15 371*	*-11 437*	*-16 312*

	Autres assurances directes (incendie, accident, etc.)	-2 417	-1 678	-1 924	-2 626	-3 749	-2 999
2256..	*Crédit*	*80*	*163*	*9*	*23*	*16*	*475*
3256..	*Débit*	*-2 497*	*-1 841*	*-1 933*	*-2 649*	*-3 765*	*-3 474*
	Réassurance	-2 711	-2 453	-589	-1 073	-1 736	-639
2257..	*Crédit*	*1 019*	*1 590*	*310*	*96*	*14*	*0*
3257..	*Débit*	*-3 730*	*-4 043*	*-899*	*-1 169*	*-1 750*	*-639*
	Services auxiliaires	495	412	343	115	905	636
2258..	*Crédit*	*610*	*459*	*418*	*157*	*957*	*644*
3258..	*Débit*	*-115*	*-47*	*-75*	*-42*	*-52*	*-8*
	Services financiers (autres qu' assurances)	-9	-755	-811	-1 226	-3 449	312
2260..	*Crédit*	*2 229*	*1 423*	*1 486*	*828*	*2 296*	*2 674*
3260..	*Débit*	*-2 238*	*-2 178*	*-2 297*	*-2 054*	*-5 745*	*-2 362*
	Services informatique et d'information	-4 383	-3 194	-1 925	-2 666	-2 840	-3 655
2262..	*Crédit*	*0*	*0*	*0*	*20*	*0*	*82*
3262..	*Débit*	*-4 383*	*-3 194*	*-1 925*	*-2 686*	*-2 840*	*-3 737*
	Redevances et droits de licence	-488	-492	-438	-622	-1 236	-881
2266..	*Crédit*	*87*	*82*	*46*	*100*	*0*	*115*
3266..	*Débit*	*-575*	*-574*	*-484*	*-722*	*-1 236*	*-996*
	Autres services aux entreprises	-12 483	-22 893	-17 320	-21 787	-37 713	-40 471
2268..	*Crédit*	*8 374*	*2 950*	*9 130*	*10 762*	*5 053*	*4 842*
3268..	*Débit*	*-20 857*	*-25 843*	*-26 450*	*-32 549*	*-42 766*	*-45 313*
	Négoce internat. et autres services liés au commerce	-41	-5 066	0	0	0	-1 632
2269..	*Crédit*	*0*	*-5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*
3269..	*Débit*	*-41*	*-66*	*0*	*0*	*0*	*-1 632*
	Négoce international	0	-66	0	0	0	-1 467
2270..	*Crédit*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
3270..	*Débit*		*-66*	*0*	*0*	*0*	*-1467*
	Autres services liés au commerce	-41	-5 000	0	0	0	-165
2271..	*Crédit*		*-5 000*	*0*	*0*	*0*	*0*
3271..	*Débit*	*-41*	*0*	*0*	*0*	*0*	*-165*
	Location-exploitation	63	-149	-239	-353	-1 071	-2 372
2272..	*Crédit*	*191*	*14*	*67*	*67*	*17*	*14*
3272..	*Débit*	*-128*	*-163*	*-306*	*-420*	*-1 088*	*-2 386*
	Div. serv. aux entreprises, spécialisés et techniques	-12 505	-17 678	-17 081	-21 434	-36 642	-36 467
2273..	*Crédit*	*8 183*	*7 936*	*9 063*	*10 695*	*5 036*	*4 828*
3273..	*Débit*	*-20 688*	*-25 614*	*-26 144*	*-32 129*	*-41 678*	*-41 295*
	Serv. Juridiq., compt., conseil en gest°, relat° pub.	0	0	0	0	0	0
	Services juridiques	0	0	0	0	0	0
	Services comptables, audit et consultation fiscale	0	0	0	0	0	0
	Conseil en gestion et relations publiques	0	0	0	0	0	0
	Publicité, études de marché, sondages opinion pub.	408	19	-588	314	351	290
2278..	*Crédit*	*589*	*163*	*81*	*724*	*794*	*845*
3278..	*Débit*	*-181*	*-144*	*-669*	*-410*	*-443*	*-555*
	Recherche et développement	0	56	30	150	41	150
2279..	*Crédit*	*0*	*56*	*30*	*150*	*41*	*150*
3279..	*Débit*		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Architecture, ingénierie et autres services tech.	0	1	0	0	10	447
2280..	*Crédit*	*0*	*1*	*0*	*0*	*10*	*447*
3280..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Services agricoles, miniers et traitement sur place	-10 299	-10 299	-11 125	0	0	0
2281..	*Crédit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
3281..	*Débit*	*-10 299*	*-10 299*	*-11 125*	*0*	*0*	*0*
	Autres services divers aux entreprises	-2 614	-7 455	-5 398	-21 898	-37 044	-37 354
2284..	*Crédit*	*7 594*	*7 716*	*8 952*	*9 821*	*4 191*	*3 386*
3284..	*Débit*	*-10 208*	*-15 171*	*-14 350*	*-31 719*	*-41 235*	*-40 740*
	Services entre entreprises apparentées n.i.a.	0	0	0	0	0	0
	Services personnels, culturels et récréatifs	-7 435	-7 859	-1 819	-906	-923	-62
2287..	*Crédit*	*160*	*146*	*306*	*112*	*260*	*324*
3287..	*Débit*	*-7 595*	*-8 005*	*-2 125*	*-1 018*	*-1 183*	*-386*
	Services audio-visuels et connexes	-591	-293	-610	-1 017	-1 170	-386
2288..	*Crédit*	*4*	*0*	*9*	*0*	*6*	*0*
3288..	*Débit*	*-595*	*-293*	*-619*	*-1 017*	*-1 176*	*-386*

	Autres services personnels, culturels et récréatifs	-6 844	-7 566	-1 209	111	247	324
2289..	*Crédit*	*156*	*146*	*297*	*112*	*254*	*324*
3289..	*Débit*	*-7000*	*-7712*	*-1506*	*-1*	*-7*	*0*
	Serv. fournis ou reçus par les administrat° pub., p.c.c	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393	3 857
2291..	*Crédit*	*10 971*	*11 453*	*8 381*	*5 623*	*9 161*	*13 899*
3291..	*Débit*	*-2 752*	*-1 473*	*-1 109*	*-1 067*	*-5 768*	*-10 042*
	Ambassades et consulats	6 955	7 285	3 057	3 367	2 551	3 670
2292..	*Crédit*	*9 707*	*8 758*	*3 939*	*4 207*	*8 118*	*10 624*
3292..	*Débit*	*-2 752*	*-1 473*	*-882*	*-840*	*-5 567*	*-6 954*
	Unités et délégations militaires	0	0	0	0	0	0
	Autres services fournis/reçus par les adm. pub.	1 264	2 695	4 215	1 189	842	187
2294..	*Crédit*	*1 264*	*2 695*	*4 442*	*1 416*	*1 043*	*3 275*
3294..	*Débit*		*0*	*-227*	*-227*	*-201*	*-3 088*
	Revenus	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**	**-207 517**
2300.Z	*Crédit*	*35 715*	*36 060*	*34 248*	*45 510*	*38 536*	*35 536*
3300.Z	*Débit*	*-144 874*	*-170 703*	*-173 927*	*-185 496*	*-254 491*	*-243 053*
	Rémunération des salaries	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065	1 680
	(y compris frontaliers, saisonniers et autres salaries)						
2310..	*Crédit*	*12 618*	*9 994*	*9 958*	*11 121*	*14 095*	*17 487*
3310..	*Débit*	*-9 771*	*-5 192*	*-6 447*	*-6 363*	*-13 030*	*-15 807*
	Revenus des investissements	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020	-209 197
2320..	*Crédit*	*23 097*	*26 066*	*24 290*	*34 389*	*24 441*	*18 049*
3320..	*Débit*	*-135 103*	*-165 511*	*-167 480*	*-179 133*	*-241 461*	*-227 246*
	Revenus des investissements directs	-81 432	-112 386	-116 542	-124 058	-202 868	-196 741
2330..	*Crédit*	*18 961*	*18 745*	*9 115*	*22 032*	*14 070*	*2 380*
3330..	*Débit*	*-100 393*	*-131 131*	*-125 657*	*-146 090*	*-216 938*	*-199 121*
	Revenus des actions et autres titres de participation	-78 476	-107 771	-111 619	-120 380	-202 880	-196 695
2331..	*Crédit*	*18 961*	*18 710*	*9 115*	*22 032*	*14 048*	*2 357*
3331..	*Débit*	*-97 437*	*-126 481*	*-120 734*	*-142 412*	*-216 928*	*-199 052*
	Dividendes et bénéfices distribués des filiales	-57 944	-95 543	-86 418	-80 411	-159 450	-136 721
2332..	*Crédit*	*151*	*5*	*24*	*136*	*95*	*54*
3332..	*Débit*	*-58 095*	*-95 548*	*-86 442*	*-80 547*	*-159 545*	*-136 775*
	Bénéfices réinvestis et non distribués des filiales	-20 532	-12 228	-25 201	-39 969	-43 430	-59 974
2333..	*Crédit*	*18 810*	*18 705*	*9 091*	*21 896*	*13 953*	*2 303*
3333..	*Débit*	*-39 342*	*-30 933*	*-34 292*	*-61 865*	*-57 383*	*-62 277*
	Revenus des titres de créances (intérêts)	-2 956	-4 615	-4 923	-3 678	12	-46
2334..	*Crédit*	*0*	*35*	*0*	*0*	*22*	*23*
3334..	*Débit*	*-2 956*	*-4 650*	*-4 923*	*-3 678*	*-10*	*-69*
	Revenus des investissements de portefeuille	-6 588	-5 146	-12 176	-9 240	-984	-1 726
2339..	*Crédit*	*2 202*	*3 712*	*8 549*	*4 843*	*4 577*	*9 008*
3339..	*Débit*	*-8 790*	*-8 858*	*-20 725*	*-14 083*	*-5 561*	*-10 734*
	Rev. des act° et autr. titres de particip. (dividendes)	-2 603	-1 457	-10 179	-686	-898	-2 402
2340..	*Crédit*	*90*	*126*	*64*	*111*	*345*	*429*
3340..	*Débit*	*-2 693*	*-1 583*	*-10 243*	*-797*	*-1 243*	*-2 831*
	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
	Banques	-1 605	-620	-395	-599	-720	-968
2343..	*Crédit*	*10*	*121*	*58*	*96*	*331*	*328*
3343..	*Débit*	*-1 615*	*-741*	*-453*	*-695*	*-1 051*	*-1 296*
	Autres secteurs	-998	-837	-9 784	-87	-178	-1 434
2344..	*Crédit*	*80*	*5*	*6*	*15*	*14*	*101*
3344..	*Débit*	*-1 078*	*-842*	*-9 790*	*-102*	*-192*	*-1 535*
	Revenus des titres de créance (intérêts)	-3 985	-3 689	-1 997	-8 554	-86	676
2349..	*Crédit*	*2 112*	*3 586*	*8 485*	*4 732*	*4 232*	*8 579*
3349..	*Débit*	*-6 097*	*-7 275*	*-10 482*	*-13 286*	*-4 318*	*-7 903*
	Obligations et autres titres d'emprunt	-4 356	-4 692	-2 105	-8 146	124	-330
2350..	*Crédit*	*1 741*	*2 583*	*8 336*	*4 289*	*4 131*	*7 321*
3350..	*Débit*	*-6 097*	*-7 275*	*-10 441*	*-12 435*	*-4 007*	*-7 651*
	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
	Administrations publiques	0	0	0	-3 671	0	0
2352..	Crédit						
3352..	Débit				-3671	0	0

	Banques	1 079	1 244	7 081	3 716	2 951	6 673
2353..	*Crédit*	*1 685*	*2 281*	*8 332*	*4 210*	*3 954*	*7 321*
3353..	*Débit*	*-606*	*-1 037*	*-1 251*	*-494*	*-1 003*	*-648*
	Autres secteurs	-5 435	-5 936	-9 186	-8 191	-2 827	-7 003
2354..	*Crédit*	*56*	*302*	*4*	*79*	*177*	*0*
3354..	*Débit*	*-5 491*	*-6 238*	*-9 190*	*-8 270*	*-3 004*	*-7 003*
	Instruments du marché monétaire	371	1 003	108	-408	-210	1 006
2360..	*Crédit*	*371*	*1 003*	*149*	*443*	*101*	*1 258*
3360..	*Débit*	*0*	*0*	*-41*	*-851*	*-311*	*-252*
	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
	Banques	371	1 003	108	-408	-210	1 006
2363..	*Crédit*	*371*	*1 003*	*149*	*443*	*101*	*1 258*
3363..	*Débit*	*0*	*0*	*-41*	*-851*	*-311*	*-252*
	Autres secteurs	0	0	0	0	0	0
	Autres investissements	-23 986	-21 913	-14 472	-11 446	-13 168	-10 730
2370..	*Crédit*	*1 934*	*3 609*	*6 626*	*7 514*	*5 794*	*6 661*
3370..	*Débit*	*-25 920*	*-25 522*	*-21 098*	*-18 960*	*-18 962*	*-17 391*
	Autorités monétaires	355	-194	1 180	803	1 601	892
2371..	*Crédit*	*355*	*349*	*1 180*	*854*	*1 601*	*2 209*
3371..	*Débit*						*-1 317*
	Administrations publiques	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400	-13 021
2372..	*Crédit*						
3372..	*Débit*	*-16 983*	*-14 541*	*-11 100*	*-12 500*	*-12 400*	*-13 021*
	Banques	146	650	2 571	2 294	1 791	3 458
2373..	*Crédit*	*1 012*	*2 032*	*3 417*	*3 018*	*2 161*	*4 010*
3373..	*Débit*	*-866*	*-1 382*	*-846*	*-724*	*-370*	*-552*
	Autres secteurs	-7 504	-7 828	-7 123	-2 043	-4 160	-2 059
2374..	*Crédit*	*567*	*1 228*	*2 029*	*3 642*	*2 032*	*442*
3374..	*Débit*	*-8 071*	*-9 056*	*-9 152*	*-5 685*	*-6 192*	*-2 501*
	Transferts courants	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**	**266 227**
2379.Z	*Crédit*	*150 882*	*199 173*	*231 409*	*248 097*	*306 125*	*347 094*
3379.Z	*Débit*	*-30 849*	*-29 174*	*-39 729*	*-44 400*	*-76 475*	*-80 867*
	Administrations publiques	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344	98 110
2380..	*Crédit*	*63 221*	*88 440*	*60 348*	*49 402*	*89 370*	*105 356*
3380..	*Débit*	*-2 134*	*-2 320*	*-3 579*	*-1 887*	*-7 026*	*-7 246*
	Autres secteurs (secteur privé)	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306	168 117
2390..	*Crédit*	*87 661*	*110 733*	*171 061*	*198 695*	*216 755*	*241 738*
3390..	*Débit*	*-28 715*	*-26 854*	*-36 150*	*-42 513*	*-69 449*	*-73 621*
	Envois de fonds des travailleurs	54 038	76 080	121 698	141 315	134 363	145 350
2391..	*Crédit*	*80 837*	*100 779*	*154 872*	*181 876*	*200 147*	*216 651*
3391..	*Débit*	*-26 799*	*-24 699*	*-33 174*	*-40 561*	*-65 784*	*-71 301*
	Autres transferts	4 908	7 799	13 213	14 867	12 943	22 767
2392..	*Crédit*	*6 824*	*9 954*	*16 189*	*16 819*	*16 608*	*25 087*
3392..	*Débit*	*-1 916*	*-2 155*	*-2 976*	*-1 952*	*-3 665*	*-2 320*
	Compte de capital et d'opérations financières	**243 583**	**140 101**	**265 647**	**456 289**	**344 252**	**570 336**
	Compte de Capital	**108 590**	**1 180 961**	**155 331**	**158 173**	**194 371**	**124 729**
2994.Z	*Crédit*	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*	*125 169*
3994.Z	*Débit*	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*	*-440*
4400..	**Transferts de capital**	**108 906**	**1 181 271**	**155 643**	**158 529**	**194 727**	**125 169**
2400..	*Crédit*	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*	*125 169*
3400..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Administrations publiques	102 552	1 175 349	140 900	120 119	156 829	89 832
2401..	*Crédit*	*102 552*	*1 175 349*	*140 900*	*120 119*	*156 829*	*89 832*
3401..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Remises de dettes	30 052	1 107 451	10 700	10 919	13 027	11 032
2402..	*Crédit*	*30 052*	*1 107 451*	*10 700*	*10 919*	*13 027*	*11 032*
3402..	*Débit*						
	Autres transferts publics de capital	72 500	67 898	130 200	109 200	143 802	78 800
2410..	*Crédit*	*72 500*	*67 898*	*130 200*	*109 200*	*143 802*	*78 800*
3410..	*Débit*						
	Autres secteurs (privés)	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898	35 337
2430..	*Crédit*	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*	*35 337*
3430..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

	Autres transferts privés de capital	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898	35 337
2440..	*Crédit*	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*	*35 337*
3440..	*Débit*	*0*	*0*	*0*	*0*		
	Acquisit° et cessions d'actifs non financ. non produits	**-316**	**-310**	**-312**	**-356**	**-356**	**-440**
2480..	*Crédit*						
3480..	*Débit*	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*	*-440*
	Compte des opérations financières	**134 993**	**-1 040 860**	**110 316**	**298 116**	**149 881**	**445 607**
	Investissements directs	**118 544**	**42 953**	**31 383**	**80 460**	**353 841**	**197 366**
4505.Z	**A l' étranger (par des résidents)**	**495**	**-652**	**-3 505**	**-271**	**482**	**-3 668**
4510..	Capital social	-772	-3 196	-856	-785	-2 492	167
4515..	Créances sur les entreprises affiliées		527	232	786	219	2 540
4520..	Engagements envers les entreprises affiliées	-772	-3 723	-1 088	-1 571	-2 711	-2 373
4525..	Bénéfices réinvestis	0	-5	32	-126	160	0
4526..	Créances			89	30	266	0
4527..	Engagements		-5	-57	-156	-106	0
4530..	Autres transactions	1 267	2 549	-2 681	640	2 814	-3 835
4535..	Créances sur les entreprises affiliées	446	555	-1 561	-790	683	-737
4540..	Engagements envers les entreprises affiliées	821	1 994	-1 120	1 430	2 131	-3 098
4555.Z	**Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)**	**118 049**	**43 605**	**34 888**	**80 731**	**353 359**	**201 034**
4560..	Capital social	24 259	25 797	3 180	5 520	134 916	118 251
4565..	Créances sur les investisseurs directs	45 260	45 178	65 803	57 511	318 298	184 583
4570..	Engagements envers les investisseurs directs	-21 001	-19 381	-62 623	-51 991	-183 382	-66 332
4575..	Bénéfices réinvestis	20481	18473	25169	40095	43270	59974
4576..	Créances	-18 810	30 933	34 203	61 835	57 117	62 277
4577..	Engagements	39 291	-12 460	-9 034	-21 740	-13 847	-2 303
4580..	Autres transactions	73 309	-665	6 539	35 116	175 173	22 809
4585..	Créances sur les investisseurs directs	-543	290	-2	-74	70	-54
4590..	Engagements envers les investisseurs directs	73 852	-955	6 541	35 190	175 103	22 863
	Investissements de portefeuille	**-7 949**	**-5 786**	**-22 267**	**-42 687**	**-18 419**	**-225 392**
4602.Z	**Avoirs**	**-9 504**	**-3 613**	**-14 835**	**-52 802**	**-28 492**	**-228 936**
4610..	Actions et autres titres de participation	0	-177	28	-994	-2 987	93
4611..	Autorités monétaires		0	0	0	0	0
4612..	Administrations publiques		0	0	0	0	0
4613..	Banques		-177	-9	-826	-2 832	98
4614..	Autres secteurs	0	0	37	-168	-155	-5
4619..	Titres de créance	-9 504	-3 436	-14 863	-51 808	-25 505	-229 029
4620..	Obligations et autres titres d'emprunts	-9 351	-3 436	-14 863	-49 389	-8 594	-75 867
4621..	Autorités monétaires		0	0	0	0	0
4622..	Administrations publiques		-1 000	0	-11 000	2 376	-624
4623..	Banques	-8 560	-3 000	-14 906	-37 183	-14 407	-74 233
4624..	Autres secteurs	-791	564	43	-1 206	3 437	-1 010
4630..	Instruments du marché monétaire	-153	0	0	-2 419	-16 911	-153 162
4631..	Autorités monétaires		0	0	0	0	0
4632..	Administrations publiques		0	0	0	0	0
4633..	Banques	0	0	0	-1 350	-16 911	-154 231
4634..	Autres secteurs	-153	0	0	-1 069	0	1 069
4652.Z	**Engagements**	**1 555**	**-2 173**	**-7 432**	**10 115**	**10 073**	**3 544**
4660..	Actions et autres titres de participation	4 693	1 450	-3 074	-1 334	-1 403	591
4663..	Banques	2 501	1 646	706	-2 916	-1 170	-160
4664..	Autres secteurs	2 192	-196	-3 780	1 582	-233	751
4669..	Titres de créance - engagement	-3 138	-3 623	-4 358	11 449	11 476	2 953
4670..	Obligations et autres titres d'emprunts	-1 338	-3 623	-7 777	13 972	11 476	2 953
4671..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
4672..	Administrations publiques	0	0	0	0	25 555	19 722
4673..	Banques	-2 391	-2 570	-7 777	11 272	-12 279	-15 869
4674..	Autres secteurs	1 053	-1 053	0	2 700	-1 800	-900
4680..	Instruments du marche monétaire	-1 800	0	3 419	-2 523	0	0
4681..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
4682..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
4683..	Banques	-1 800	0	3 419	-2 523	0	0
4684..	Autres secteurs	0	0	0	0	0	0

	Autres investissements	**91 418**	**-1 074 256**	**101 907**	**285 360**	**36 122**	**407 934**
4703.Z	**Avoirs**	**-57 574**	**-109 442**	**-32 798**	**92 018**	**-175 037**	**151 015**
4706..	Crédits commerciaux	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056	1 588
4707..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
4710..	Autres secteurs	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056	1 588
4711..	Long terme	0	0	0	0	0	0
4712..	Court terme	-2 230	1 725	-1 373	-661	-13 056	1 588
4714..	Prêts	3 153	-9 964	-7 696	18 179	-11 847	-80 291
4715..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
4719..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
4722..	Banques	3 217	-9 964	-7 696	18 183	-10 002	-82 138
4723..	Long terme	2 914	-8 857	-10 667	8 619	-3 686	-48 166
4724..	Court terme	303	-1 107	2 971	9 564	-6 316	-33 972
4725..	Autres secteurs	-64	0	0	-4	-1 845	1 847
4726..	Long terme						
4727..	Court terme	-64	0	0	-4	-1 845	1 847
4730..	Monnaie fiduciaire et dépôts	-44 292	-77 562	-8 110	45 713	-55 818	-89 917
4731..	Autorités monétaires						
4732..	Administrations publiques						
4733..	Banques	-1 095	-29 787	-4 592	43 340	-12 830	-109 693
4734..	Autres secteurs	-43 197	-47 775	-3 518	2 373	-42 988	19 776
4736..	Autres avoirs	-14 205	-23 641	-15 619	28 787	-94 316	319 635
4737..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
4740..	Administrations publiques	0	-1 919	338	1 581	0	0
4743..	Banques	-1 658	-5 157	-16 589	22 409	-44 134	285 461
4744..	Long terme	0	0	0	0	0	0
4745..	Court terme	-1 658	-5 157	-16 589	22 409	-44 134	285 461
4746..	Autres secteurs	-12 547	-16 565	632	4 797	-50 182	34 174
4747..	Long terme						
4748..	Court terme	-12 547	-16 565	632	4 797	-50 182	34 174
4753.Z	**Engagements**	**148 992**	**-964 814**	**134 705**	**193 342**	**211 159**	**256 919**
4756..	Crédits commerciaux	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681	4 217
4757..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
4760..	Autres secteurs	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681	4 217
4761..	Long terme	0	0	0	0	0	0
4762..	Court terme	8 147	1 163	3 631	84 277	18 681	4 217
4764..	Prêts	112 288	-960 981	70 705	107 548	123 636	165 670
4765..	Autorités monétaires	-13 425	-56 464	1 979	12 667	1 452	2 760
4766..	Utilisation des crédits et prêts du FMI	-13 425	-56 464	1 979	12 667	1 452	2 760
2766..	Tirages	184	258	1 979	13 235	1 452	4 253
3766..	Remboursements	-13 609	-56 722	0	-568	0	-1 493
4769..	Administrations publiques	83 400	-912 697	87 300	103 334	157 273	120 230
4770..	Long terme	83 400	-912 697	87 300	70 800	157 273	120 230
2770..	Tirages	122 900	140 600	118 700	99 900	200 800	152 600
3770..	Remboursements	-39 500	-1 053 297	-31 400	-29 100	-43 527	-32 370
4771..	Court terme	0	0	0	32 534	0	0
4772..	Banques	5 220	6 922	1 271	-6 105	686	36 739
4773..	Long terme	6 551	5 854	5 079	-6 284	674	36 748
2773..	Tirages	0	5 854	5 079	0	674	36 748
3773..	Remboursements	6 551	0	0	-6 284	0	0
4774..	Court terme	-1 331	1 068	-3 808	179	12	-9
4775..	Autres secteurs	37 093	1 258	-19 845	-2 348	-35 775	5 941
4776..	Long terme	37 093	1 258	-5 525	-4 011	-2 604	-705
2776..	Tirages	39 560	18 171	2 752	0	2 121	2 626
3776..	Remboursements	-2 467	-16 913	-8 277	-4 011	-4 725	-3 331
4777..	Court terme	0	0	-14 320	1 663	-33 171	6 646

4780..	Monnaie fiduciaire et dépôts	40 430	16 957	15 683	-67 409	11 163	103 862
4781..	Autorités monétaires	2 207	-628	-407	-1 428	2 800	-1 557
4782..	Administrations publiques						
4783..	Banques	38 223	17 585	16 090	-65 981	8 363	105 419
4784..	Autres secteurs						
4786..	Autres engagements	-11 873	-21 953	44 686	68 926	57 679	-16 830
4787..	Autorités monétaires	-2 257	1 372	-754	8 465	-7 452	13 744
4788..	Long terme	0	0	0	0	0	0
4789..	Court terme	-2 257	1 372	-754	8 465	-7 452	13 744
4790..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
4793..	Banques	-260	-1 003	40 630	61 863	78 300	-53 510
4794..	Long terme						
4795..	Court terme	-260	-1 003	40 630	61 863	78 300	-53 510
4796..	Autres secteurs	712	712	712	713	714	714
4797..	Long terme						
4798..	Court terme	-9 356	-22 322	4 810	-1 402	-13 169	22 936
4802.Z	**Avoirs de réserve**	**-66 978**	**-3 757**	**-658**	**-26 609**	**-220 909**	**67 645**
4812..	Or monétaire	0	0	0	0	0	0
4811..	Droits de tirages spéciaux	166	120	-11	-3	-53 234	-43
4810..	Position de réserve au FMI	-2 398	3 889	1 365	-5 940	5 475	-3 539
4803..	Devises étrangères	-64 746	-7 766	-2 012	-20 666	-173 150	71 227
4808..	Monnaie fiduciaire et dépôts	-64 746	-7 766	-2 012	-20 666	-173 150	71 227
4813..	Autres créances	0	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0
4998.Z	Erreurs et omissions nettes	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033	19 017

Tableau A14 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS EN FIN DE PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

	Période	2005	2006	2007	2008	2009	2010
8995.Z	**Position extérieure, nette**	**-1 717 596**	**-646 819**	**-659 712**	**-822 125**	**-819 930**	**-1 265 527**
8995CZ	**Avoirs**	**751 634**	**791 364**	**767 719**	**791 931**	**1 074 484**	**1 090 374**
8505.Z	**Investissements directs à l'étranger**	**4 374**	**1 870**	**5 407**	**5 163**	**4 807**	**8 475**
8506..	Capital social et bénéfices réinvestis	3 677	3 723	4 579	5 364	7 856	7 689
8507..	Créances sur les entreprises affiliées	3 677	3 723	4 579	5 364	7 856	5 316
8508..	Engagements envers les entreprises affiliées (-) *	0	0	0	0	0	2 373
8530..	Autres capitaux	697	-1 853	828	-201	-3 049	786
8535..	Créances sur les entreprises apparentées	697	0	828	-201	-3 049	-2 312
8540..	Engagemts envers les entreprises apparentées (-)	0	-1 853	0	0	0	3 098
8602.Z	**Investissements de portefeuille**	**36 554**	**60 096**	**34 033**	**104 210**	**129 995**	**358 931**
8610..	Actions et autres titres de participation	3 761	1 666	479	590	1 296	1 203
8613..	Banques	3 679	1 589	439	382	933	835
8614..	Autres secteurs	82	77	40	208	363	368
8619..	Titres de créance	32 793	58 430	33 554	103 620	128 699	357 728
8620..	Obligations et autres titres d'emprunt	32 620	52 017	33 544	81 051	97 130	172 997
8623..	Banques	31 279	49 890	31 510	72 611	93 725	167 958
8624..	Autres secteurs	1 341	2 127	2 034	8 440	3 405	4 415
8630..	Instruments du marché monétaire	173	6 413	10	22 569	31 569	184 731
8633..	Banques	0	6 240	0	21 500	30 500	184 731
8634..	Autres secteurs	173	173	10	1 069	1 069	0
8900.Z	Produits financiers dérivés	242	179	228	158	149	2 095
8904..	Dont Autres secteurs	92	179	228	158	149	2 095
8703.Z	**Autres investissements**	**233 069**	**248 411**	**246 337**	**173 762**	**210 961**	**59 946**
8706..	Crédits commerciaux	29 126	28 867	28 709	27 096	40 105	38 517
8707..	Administrations publiques						
8710..	Autres secteurs	29 126	28 867	28 709	27 096	40 105	38 517
8714..	Prêts	30 022	39 923	47 619	29 439	11 851	92 142
8715..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
8719..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
8722..	Banques	29 958	39 922	47 618	29 435	10 002	92 140
8723..	Long terme	6 633	15 490	26 157	17 538	3 686	51 852
8724..	Court terme	23 325	24 432	21 461	11 897	6 316	40 288
8725..	Autres secteurs	64	1	1	4	1 849	2
8730..	Monnaie fiduciaire et dépôts	162 816	150 180	129 360	107 678	70 943	160 860
8731..	Autorités monétaires						
8732..	Administrations publiques						
8733..	Banques	81 468	111 255	115 847	72 507	12 830	122 523
8734..	Autres secteurs	81 348	38 925	13 513	35 171	58 113	38 337
8736..	Autres avoirs	11 105	29 441	40 649	9 549	88 062	-231 573
8737..	Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
8740..	Administrations publiques	0	1 919	1 581	0	0	0
8743..	Banques	-3 662	1 495	18 084	-4 325	44 134	-241 327
8744..	Long terme	0	0	0	0	0	0
8745..	Court terme	-3 662	1 495	18 084	-4 325	44 134	-241 327
8746..	Autres secteurs	14 767	26 027	20 984	13 874	43 928	9 754
8802.Z	**Avoirs de réserve**	**477 395**	**480 808**	**481 714**	**508 638**	**728 572**	**660 927**
8812..	Or monétaire	0	0	0	0	0	0
8811..	Droits de tirage spéciaux	148	26	35	39	52 381	52 424
8810..	Position de réserve au FMI	9 520	5 289	4 174	10 428	4 870	8 409
8803..	Devises étrangères	467 727	475 493	477 505	498 171	671 321	600 094
8806..	Titres	0	0	0	0	0	0
8813..	Autres créances						

8995DZ	**Engagements**	**2 469 230**	**1 438 183**	**1 427 431**	**1 614 056**	**1 894 414**	**2 355 901**
8555.Z	**Investissements directs de l'étranger dans l'économie**	**484 639**	**480 952**	**430 765**	**460 792**	**857 290**	**1 058 314**
8556..	Capital social et bénéfices réinvestis	363 962	338 945	291 923	286 834	261 408	439 623
8580..	Autres capitaux	120 677	142 007	138 842	173 958	595 882	618 691
8652.Z	**Investissements de portefeuille**	**18 611**	**18 990**	**32 130**	**36 471**	**41 921**	**47 411**
8660..	Actions et autres titres de participation	12 483	14 293	10 729	9 345	7 901	8 492
8663..	Banques	3 635	5 281	5 887	2 921	1 751	1 591
8664..	Autres secteurs	8 848	9 012	4 842	6 424	6 150	6 901
8669..	Titres de créance	6 128	4 697	21 401	27 126	34 020	38 919
8670..	Obligations et autres titres d'emprunt	6 128	4 697	3 080	19 079	27 045	31 944
8674..	Dont Autres secteurs	1 053	0	0	2 700	900	0
8680..	Instruments du marché monétaire	0	0	18 321	8 047	6 975	6 975
8905.Z	Produits financiers dérivés	17	0	0	1 522	1 522	-424
8909..	Autres secteurs	0	0	0	1 522	1 522	-424
8753.Z	**Autres investissements**	**1 965 963**	**938 241**	**964 536**	**1 115 271**	**993 681**	**1 250 600**
8756..	Crédits commerciaux	32 404	48 758	37 452	55 286	77 926	82 143
8757..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
8760..	Autres secteurs	32 404	48 758	37 452	55 286	77 926	82 143
8764..	Prêts	1 812 513	740 425	764 535	957 676	891 666	1 057 336
8765..	Autorités monétaires	60 713	3 991	5 633	18 868	19 980	22 740
8766..	Utilisation des crédits et prêts du FMI	60 713	3 991	5 633	18 868	19 980	22 740
8769..	Administrations publiques	1 674 487	629 000	671 700	848 000	864 034	984 264
8770..	Long terme	1 674 487	629 000	671 700	848 000	864 034	984 264
8771..	Court terme						
8772..	Banques	35 528	42 450	43 721	37 616	686	37 425
8773..	Long terme	24 401	30 255	35 334	29 050	674	37 422
8774..	Court terme	11 127	12 195	8 387	8 566	12	3
8775..	Autres secteurs	41 785	64 984	43 481	53 192	6 966	12 907
8780..	Monnaie fiduciaire et dépôts	128 861	137 922	152 244	84 802	14 394	118 256
8781..	Autorités monétaires	4 118	4 175	3 326	1 898	4 966	3 409
8782..	Administrations publiques						
8783..	Banques	124 743	133 747	148 918	82 904	9 428	114 847
8784..	Autres secteurs						
8786..	Autres engagements	-7 815	11 136	10 305	17 507	9 695	-7 135
8787..	Autorités monétaires	-17	1 355	601	9 066	1 614	15 358
8788..	Long terme						
8789..	Court terme	-17	1 355	601	9 066	1 614	15 358
8790..	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
8793..	Banques	0	0	0	0	0	-53 510
8796..	Autres secteurs	-7 798	9 781	9 704	8 441	8 081	31 017

Source : BCEAO.

Tableau A15 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

PRESENTATION "OPTIQUE BCEAO"

Période	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Compte des transactions courantes	-230 883	-114 306	-278 513	-476 188	-309 219	-589 353
Biens	**-76 265**	**39 201**	**-138 860**	**-284 672**	**-100 409**	**-334 373**
Crédit	*580 673*	*810 671*	*745 860*	*939 129*	*837 500*	*1 018 070*
Débit	*-656 938*	*-771 470*	*-884 720*	*-1 223 801*	*-937 909*	*-1 352 443*
Marchandises générales	-434 855	-549 538	-654 242	-932 172	-736 199	-1 084 669
Crédit	*221 071*	*220 770*	*227 079*	*289 261*	*197 689*	*252 944*
Débit	*-655 926*	*-770 308*	*-881 321*	*-1 221 433*	*-933 888*	*-1 337 613*
Autres biens	358 590	588 739	515 382	647 500	635 790	750 296
Crédit	*359 602*	*589 901*	*518 781*	*649 868*	*639 811*	*765 126*
Débit	*-1 012*	*-1 162*	*-3 399*	*-2 368*	*-4 021*	*-14 830*
Services	**-165 492**	**-188 863**	**-191 654**	**-255 227**	**-222 505**	**-313 690**
Crédit	*144 678*	*163 843*	*180 527*	*203 438*	*167 324*	*190 043*
Débit	*-310170*	*-352706*	*-372181*	*-458665*	*-389829*	*-503733*
Transports	-171 930	-191 524	-205 583	-274 123	-207 931	-302 946
Crédit	*18 511*	*20 433*	*12 410*	*14 533*	*9 250*	*3 585*
Débit	*-190 441*	*-211 957*	*-217 993*	*-288 656*	*-217 181*	*-306 531*
dont: Fret	-143 403	-154 257	-178 890	-243 270	-168 292	-277 116
Crédit	*13 357*	*16 922*	*6 959*	*7 532*	*5 000*	*194*
Débit	*-156 760*	*-171 179*	*-185 849*	*-250 802*	*-173 292*	*-277 310*
Voyages	37 688	28 689	40 151	57 178	42 511	46 450
Crédit	*78 258*	*91 520*	*105 898*	*123 083*	*90 490*	*101 349*
Débit	*-40 570*	*-62 831*	*-65 747*	*-65 905*	*-47 979*	*-54 899*
Serv. Fournis/reçus par les adm pub., p.(	8 219	9 980	7 272	4 556	3 393	3 857
Crédit	*10 971*	*11 453*	*8 381*	*5 623*	*9 161*	*13 899*
Débit	*-2 752*	*-1 473*	*-1 109*	*-1 067*	*-5 768*	*-10 042*
Autres services	-39 469	-36 008	-33 494	-42 838	-60 478	-61 051
Crédit	*36 938*	*40 437*	*53 838*	*60 199*	*58 423*	*71 210*
Débit	*-76 407*	*-76 445*	*-87 332*	*-103 037*	*-118 901*	*-132 261*
Revenus	**-109 159**	**-134 643**	**-139 679**	**-139 986**	**-215 955**	**-207 517**
Crédit	*35 715*	*36 060*	*34 248*	*45 510*	*38 536*	*35 536*
Débit	*-144 874*	*-170 703*	*-173 927*	*-185 496*	*-254 491*	*-243 053*
Rémunération des salaries	2 847	4 802	3 511	4 758	1 065	1 680
Crédit	*12 618*	*9 994*	*9 958*	*11 121*	*14 095*	*17 487*
Débit	*-9 771*	*-5 192*	*-6 447*	*-6 363*	*-13 030*	*-15 807*
Revenus des investissements	-112 006	-139 445	-143 190	-144 744	-217 020	-209 197
Crédit	*23 097*	*26 066*	*24 290*	*34 389*	*24 441*	*18 049*
Débit	*-135 103*	*-165 511*	*-167 480*	*-179 133*	*-241 461*	*-227 246*
Dont intérêts sur dette publique	-16 983	-14 541	-11 100	-12 500	-12 400	-13 021
Crédit						
Débit	*-16 983*	*-14 541*	*-11 100*	*-12 500*	*-12 400*	*-13 021*
Transferts courants	**120 033**	**169 999**	**191 680**	**203 697**	**229 650**	**266 227**
Crédit	*150 882*	*199 173*	*231 409*	*248 097*	*306 125*	*347 094*
Débit	*-30 849*	*-29 174*	*-39 729*	*-44 400*	*-76 475*	*-80 867*
Administrations publiques	61 087	86 120	56 769	47 515	82 344	98 110
Crédit	*63 221*	*88 440*	*60 348*	*49 402*	*89 370*	*105 356*
Débit	*-2 134*	*-2 320*	*-3 579*	*-1 887*	*-7 026*	*-7 246*
Autres secteurs (secteur privé)	58 946	83 879	134 911	156 182	147 306	168 117
Crédit	*87 661*	*110 733*	*171 061*	*198 695*	*216 755*	*241 738*
Débit	*-28 715*	*-26 854*	*-36 150*	*-42 513*	*-69 449*	*-73 621*
Compte de capital et d'opérat° fin.	**290 639**	**225 083**	**254 940**	**423 011**	**596 277**	**549 861**
Compte de capital	108 590	1 180 961	155 331	158 173	194 371	124 729
Transferts de capital	**108 906**	**1 181 271**	**155 643**	**158 529**	**194 727**	**125 169**
Crédit	*108 906*	*1 181 271*	*155 643*	*158 529*	*194 727*	*125 169*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Administrations publiques	102 552	1 175 349	140 900	120 119	156 829	89 832
Crédit	*102 552*	*1 175 349*	*140 900*	*120 119*	*156 829*	*89 832*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Remises de dettes	30 052	1 107 451	10 700	10 919	13 027	11 032
Crédit	*30 052*	*1 107 451*	*10 700*	*10 919*	*13 027*	*11 032*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres transferts publics de capital	72 500	67 898	130 200	109 200	143 802	78 800
Crédit	*72 500*	*67 898*	*130 200*	*109 200*	*143 802*	*78 800*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres secteurs (privés)	6 354	5 922	14 743	38 410	37 898	35 337
Crédit	*6 354*	*5 922*	*14 743*	*38 410*	*37 898*	*35 337*
Débit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Acquis/cess° actifs non fin. non prdts	**-316**	**-310**	**-312**	**-356**	**-356**	**-440**
Crédit	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Débit	*-316*	*-310*	*-312*	*-356*	*-356*	*-440*

Compte d'opérations financières	**182 049**	**-955 878**	**99 609**	**264 838**	**401 906**	**425 132**
Investissements directs	**118 544**	**42 953**	**31 383**	**80 460**	**353 841**	**197 366**
Crédit	*167 360*	*95 322*	*132 717*	*218 421*	*572 548*	*276 453*
Débit	*-48 816*	*-52 369*	*-101 334*	*-137 961*	*-218 707*	*-79 087*
A l' étranger (par des résidents)	495	-652	-3 505	-271	482	-3 668
Crédit	*1 981*	*4 840*	*2 397*	*2 552*	*5 013*	*2 848*
Débit	*-1 486*	*-5 492*	*-5 902*	*-2 823*	*-4 531*	*-6 516*
Dans l'économie déclarante (par non-rés	118 049	43 605	34 888	80 731	353 359	201 034
Crédit	*165 379*	*90 482*	*130 320*	*215 869*	*567 535*	*273 605*
Débit	*-47 330*	*-46 877*	*-95 432*	*-135 138*	*-214 176*	*-72 571*
Investissements de portefeuille	**2 259**	**-1 699**	**-3 749**	**-7 569**	**29 126**	**17 057**
Crédit	*1 087*	*1 280*	*521*	*14 294*	*32 446*	*24 878*
Débit	*1 172*	*-2 979*	*-4 270*	*-21 863*	*-3 320*	*-7 821*
A l' étranger (par des résidents)	-1 003	-450	31	-13 373	5 604	-2 516
Crédit	*16*	*791*	*521*	*8 455*	*6 889*	*4 302*
Débit	*-1 019*	*-1 241*	*-490*	*-21 828*	*-1 285*	*-6 818*
Dans l'économie déclarante (par non-	3 262	-1 249	-3 780	5 804	23 522	19 573
Crédit	*1 071*	*489*	*0*	*5 839*	*25 557*	*20 576*
Débit	*2 191*	*-1 738*	*-3 780*	*-35*	*-2 035*	*-1 003*
Autres investissements	**61 246**	**-997 132**	**71 975**	**191 947**	**18 939**	**210 709**
Crédit	*224 897*	*193 918*	*180 728*	*271 502*	*245 805*	*287 598*
Débit	*-163 651*	*-1 191 050*	*-108 753*	*-79 555*	*-226 866*	*-76 889*
A l' étranger (par des résidents)	-58 038	-62 615	-3 921	8 086	-108 071	57 385
Crédit	*13 727*	*19 718*	*39 244*	*37 890*	*4 774*	*75 204*
Débit	*-71 765*	*-82 333*	*-43 165*	*-29 804*	*-112 845*	*-17 819*
Administrations publiques	0	-1 919	0	2	0	0
Crédit			*0,338*	*1,581*	*0*	*0*
Débit	*0*	*-1919*	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres secteurs	35 884	-19 901	-11 404	80 527	-30 263	57 385
Crédit	*88 270*	*33 600*	*22 784*	*101 178*	*40 231*	*75 204*
Débit	*-52 386*	*-53 501*	*-34 188*	*-20 651*	*-70 494*	*-17 819*
Dans l'économie déclarante (par non-	119 284	-932 598	75 896	183 861	127 010	153 324
Crédit	*211170*	*174 200*	*141 484*	*233 612*	*241 031*	*212 394*
Débit	*-91 886*	*-1 106 798*	*-65 588*	*-49 751*	*-114 021*	*-59 070*
Administrations publiques	83 400	-912 697	87 300	103 334	157 273	120 230
Crédit	*122900*	*140600*	*118700*	*132434*	*200800*	*152600*
Débit	*-39500*	*-1053297*	*-31400*	*-29100*	*-43527*	*-32370*
Autres secteurs	35 884	-19 901	-11 404	80 527	-30 263	33 094
Crédit	*88 270*	*33 600*	*22 784*	*101 178*	*40 231*	*59 794*
Débit	*-52 386*	*-53 501*	*-34 188*	*-20 651*	*-70 494*	*-26 700*
Erreurs et omissions nettes	-12 700	-25 795	12 866	19 899	-35 033	19 017
Solde global	47 056	84 982	-10 707	-33 278	252 025	-20 475
Avoirs et engagements extérieurs	-47 056	-84 982	10 707	33 278	-252 025	20 475
Crédit	*83 633*	*88 763*	*182 686*	*315 676*	*151 923*	*715 586*
Débit	*-130 689*	*-173 745*	*-171 979*	*-282 398*	*-403 948*	*-695 111*
Autorités monétaires	-80 453	-59 477	160	-6 905	-224 109	82 592
Crédit	*2 558*	*5 986*	*3 125*	*25 898*	*17 943*	*96 413*
Débit	*-83 011*	*-65 463*	*-2 965*	*-32 803*	*-242 052*	*-13 821*
Avoirs	-66 978	-3 757	-658	-26 609	-220 909	67 645
Crédit	*167*	*4 353*	*1 115*	*315*	*9 810*	*78 415*
Débit	*-67 145*	*-8 110*	*-1 773*	*-26 924*	*-230 719*	*-10 770*
Engagements	-13 475	-55 720	818	19 704	-3 200	14 947
Crédit	*2 391*	*1 633*	*2 010*	*25 583*	*8 133*	*17 998*
Débit	*-15 866*	*-57 353*	*-1 192*	*-5 879*	*-11 333*	*-3 051*
Contreparties de réévaluation comptes d	154	-86	89	-253	-635	2 501
Crédit	*184*	*258*	*337*	*315*	*340*	*3 994*
Débit	*-30*	*-344*	*-248*	*-568*	*-975*	*-1 493*
Banques	33 397	-25 505	10 547	40 183	-27 916	-62 117
Crédit	*81 075*	*82 777*	*179 561*	*289 778*	*133 980*	*619 173*
Débit	*-47 678*	*-108 282*	*-169 014*	*-249 595*	*-161 896*	*-681 290*
Avoirs	-8 096	-48 085	-43 792	44 573	-101 816	-134 736
Crédit	*23 002*	*11 200*	*47 893*	*140 472*	*45 399*	*451 695*
Débit	*-31 098*	*-59 285*	*-91 685*	*-95 899*	*-147 215*	*-586 431*
Engagements	41 493	22 580	54 339	-4 390	73 900	72 619
Crédit	*58 073*	*71 577*	*131 668*	*149 306*	*88 581*	*167 478*
Débit	*-16 580*	*-48 997*	*-77 329*	*-153 696*	*-14 681*	*-94 859*

Source : BCEAO.

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int